

**Manuel pour le Partage des Connaissances sur le
Développement et la Transformation de la Communauté**

**Sharing Knowledge for Community Development
and Transformation: A Handbook**

Kingo J. Mchombu

Relecture: Gwynneth Evans

Illustrations: Kelly Bruton

Conception: Andrea Cocks

Oxfam Canada est un organisme canadien à but non lucratif, oeuvrant pour le développement international, qui travaille avec des groupes communautaires pour aider les peuples à acquérir une santé et une nutrition meilleures, des revenus plus sûrs, un rôle plus marqué par rapport à leur avenir, et la capacité à faire face aux situations d'urgence. Oxfam Canada travaille dans plus de 20 pays en Amérique Centrale et en Amérique du Sud, aux Caraïbes, et en Afrique. Au Canada, Oxfam sensibilise le public au problème de la pauvreté mondiale et plaide en faveur des mesures politiques positives affectant directement les pauvres dans le monde (www.oxfam.ca). Oxfam Canada est l'une des 12 organisations d'Oxfam dans le monde formant Oxfam International.

Le projet *Horn of Africa Capacity Building* (HOACBP - programme pour le renforcement des capacités dans la Corne de l'Afrique) est un programme bilatéral entièrement financé par l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI) et géré par Oxfam Canada et Oxfam Québec de 1997 à 2002. HOACBP soutient des groupes et des organisations au niveau local impliqués dans l'éducation non-formelle, l'information et la communication, l'égalité des genres et la justice. Le programme promeut des principes d'équité et de développement participatif à travers la Corne de l'Afrique et soutient les organisations qui épousent et renforcent ces principes.

Tous droits de traduction et/ou de reproduction de ce texte dans son intégralité ou en partie sont autorisés par Oxfam Canada, tant que l'intégrité du texte est respectée et que l'auteur, Kingo. J. Mchombu, et l'éditeur, Oxfam Canada, sont cités.

Première édition en 2002, publiée par Oxfam Canada.

ISBN 0-9694699-1-8

Imprimé par DLR International au Canada pour le Programme de Oxfam *Horn of Africa Capacity Building*, avec le soutien de l'Agence Canadienne pour le Développement International Octobre 2002

PRÉFACE

Au cours des cinq années du projet « *Horn of Africa Capacity Building* » (HOACBP -programme dans la Corne de l'Afrique pour le renforcement des compétences), la direction du projet a organisé plusieurs ateliers et symposiums avec des organisations partenaires. Le Directeur du Projet a convié des conférenciers invités à partager leur expertise et expérience. Plus spécifiquement, Raymond Genesse a demandé au Professeur Kingo J. Mchombu, Directeur du Département des études en information et communication à l'Université de Namibie, de diriger deux ateliers sur les liens qui existent entre l'information et le développement communautaire. Ces ateliers ont eu lieu à Sidama et à Illubabor en Ethiopie, en 2000 et 2001. Un symposium sur « l'Information et le Développement : Les Centres de Ressources pour l'Information de la Communauté » réunissait des représentants de tous les partenaires du programme de la Corne de l'Afrique. Ce symposium de cinq jours s'est tenu au siège de la Commission Economique pour l'Afrique à Addis Ababa au mois de mai 2001.

La présence du professeur Kingo Mchombu à ces réunions est liée à ses écrits et à la recherche qu'il a effectuée sur les besoins en termes d'informations des populations rurales africaines. Après avoir travaillé au Service de la Bibliothèque Nationale en Tanzanie dans de nombreuses fonctions, Kingo Mchombu a obtenu son doctorat à l'Université de Loughborough au Royaume Uni. Il a ensuite enseigné à l'Université du Botswana et a mené des études dans trois pays pour identifier les besoins en matière d'informations des peuples ruraux et pour évaluer les meilleurs moyens de répondre à ces besoins afin de contribuer au développement communautaire. Le Centre de Recherche en Développement International (CRDI) du Canada a soutenu ces études et les rapports résultant de son travail.

Lors des discussions qui ont eu lieu dans le cadre des ateliers et du symposium, les participants ont examiné les relations qui existent entre l'information et le développement. Ils ont été encouragés à considérer l'utilisation de centres de ressources pour l'information comme moyen de soutenir le développement communautaire et la transformation du milieu rural. En tant qu'individus comme en tant que groupes, ils ont été motivés par le fait de mettre en place un environnement dans lequel l'information aiderait au développement. Ils se sont cependant aperçus qu'il existait des questions et des décisions qui ne pouvaient être abordées dans le cadre d'une courte session de formation. Ils ont fait part du besoin de disposer d'un manuel traitant ces questions et offrant l'opportunité d'apprendre.

Le Professeur Kingo Mchombu a écrit ce manuel avec l'aide et le soutien du HOACBP et de ses partenaires. Ses propres connaissances et son expérience l'avaient conduit à développer le concept des centres de ressources pour l'information de la communauté comme instrument du développement communautaire en Afrique. Il a travaillé avec le programme « *Horn of Africa Capacity Building* » et a eu l'opportunité de partager et de tester ses idées avec des groupes locaux dans divers contextes.

Pour s'assurer que Kingo Mchombu répondait aux besoins des participants de l'atelier, un Groupe Consultatif de Référence s'est entretenu avec lui et a commenté chaque version du manuel. Les membres du Groupe Consultatif de Référence étaient :

Tigist Hailu

Sidama Development Corporation
Awassa, Ethiopie

Ephrem Tadesse

Oxfam Canada
Addis Ababa, Ethiopie

Abdi Musa Mohamed

GAVO, Berbera
Somalie

Gwynneth Evans

(ancien) Directeur Général
Programmes Nationaux et Internationaux, Bibliothèque Nationale du Canada

Kingo. J. Mchombu

Université de Namibia

Alfredo Mires

Acku Quinde et La Red de bibliotecas rurales
Cajamarca, Pérou

Le programme « *Horn of Africa Capacity Building* » tient à remercier tous les participants des divers ateliers et symposiums pour leurs encouragements, leur engagement et leur participation aux efforts pour mettre l'information au service du développement par l'intermédiaire des Centres de Ressources pour l'Information de la Communauté. Nous souhaitons tout particulièrement exprimer notre reconnaissance envers le Groupe Consultatif de Référence, Kelly Bruton, Andrea Cocks, Gwynneth Evans, Chiku Mchombu et toutes les personnes qui ont sollicité une formation et un manuel pour pouvoir s'impliquer dans le développement. Nous voulons en particulier remercier Kingo Mchombu pour son enseignement et son étude et pour le texte de ce manuel. Son intérêt et son respect continuels pour les partenaires travaillant avec les centres de ressources pour le développement communautaire ont porté et soutenu le travail du Programme.

Toutes les personnes impliquées dans la préparation de ce manuel espèrent que celui-ci permettra aux groupes d'activistes dans les communautés rurales et à leurs partenaires et alliés du développement dans les régions urbaines et les pays industrialisés de prendre les choses en main. Nous les encourageons à saisir l'opportunité de mettre en place des structures pour s'assurer que les populations

rurales aient accès au minimum de connaissances et d'informations de base pour soutenir le processus de transformation et de développement rural.

Oxfam Canada et Oxfam Québec
Addis Ababa, Septembre 2002

TABLE DES MATIERES

Préface.....	3
CHAPITRE I : Introduction	9
Quelle est l'origine de ce manuel ?	10
A qui ce manuel est-il destiné ?	10
Pourquoi ce manuel est-il important ?	10
CHAPITRE 2 : Information et développement humain	13
Que signifient Information et Connaissance dans le contexte du développement ?	14
Qu'est-ce que le développement ?	15
<i>Développement en tant que croissance économique et modernisation.....</i>	<i>15</i>
<i>Développement en tant que développement humain et transformation</i>	<i>17</i>
La circulation de l'information relative au développement au niveau de la base.....	19
Points de discussions et activités	24
CHAPITRE 3 : Le contenu de l'information et de la connaissance dans les Centres de Ressources pour l'Information de la Communauté	25
Participation de la communauté dans la définition de l'information requise	26
Intégrer les besoins en termes d'informations dans le processus de développement de la communauté	28
Contenu local : Sources d'information et de connaissances internes	29
<i>Le savoir autochtone</i>	<i>29</i>
<i>Objets traditionnels et documents tels que les photos.....</i>	<i>31</i>
<i>Autres informations créées localement.....</i>	<i>32</i>
Contenu de l'information et de la connaissance externes.....	34

Points de discussions et activités	37
CHAPITRE 4 : Partage et traitement de l'information dans la communauté	38
Schémas de recherche et d'utilisation de l'information dans la communauté	39
<i>Les membres de la communauté semi-lettrés et nouvellement lettrés.....</i>	39
<i>Les membres femmes.....</i>	40
<i>Les jeunes membres de la communauté.....</i>	42
Types de services d'information	43
<i>Les campagnes d'information</i>	43
<i>Les ateliers de formation.....</i>	44
<i>Les visites sur le terrain</i>	44
<i>Le bulletin d'informations de la communauté.....</i>	45
Choisir l'information la plus importante pour la diffusion	45
<i>Les présentations vidéos.....</i>	45
<i>Lecture et emprunts : utilisation des documents du centre de ressources...46</i>	46
<i>Les réunions.....</i>	46
<i>Le soutien aux services d'extension</i>	46
<i>Les jeux et activités culturelles</i>	46
Production et évaluation de la connaissance.....	47
Infrastructures et équipement	48
Le dialogue du CRIC avec la communauté	48
Points de discussions et activités	51
 CHAPITRE 5 : Assurer la pérennité du Centre de Ressources pour l'Information de la Communauté	 52

Pérennité	53
Participation et gouvernance	53
Comptes-rendus et rapports à la communauté	54
Gestion et coordination.....	54
Formation	55
Mission et vision	56
Impact du CRIC sur le développement de la communauté	56
Collecte de fonds et budgétisation	57
Collecte de fonds auprès de donateurs et d'agences de financement	57
Rémunération de l'Animateur informateur	58
La volonté du peuple	59
Construire une base de ressources locales	60
Points de discussions et activités	63
Lexique des termes utilisés dans le manuel	64
Références	72
ANNEXE 1 : Opérations de l'unité bibliothèque dans le CRIC	75
Sélection des documents : directives	76
Commande de documents	76
Gestion des documents	77
Classement	78
Catalogage	79
Gestion des documents audio-visuels	80

CHAPITRE 1

Introduction

Quelle est l'origine de ce manuel ?

Ce manuel est le résultat de nombreuses heures de discussions et d'échanges lors d'ateliers et de symposiums sur l'information, le savoir, et le développement communautaire dans la Corne de l'Afrique. Kingo Mchombu a animé ces discussions. Il a présenté l'outil (l'instrument) qui contribue au développement : les Centres de Ressources pour l'Information de la Communauté (CRIC). Les hommes et les femmes ont réagi positivement aux sessions de formation et ont demandé au projet *Horn of Africa Capacity Building* de mettre au point un manuel que les partenaires pourraient utiliser dans leurs situations locales.

A qui ce manuel est-il destiné ?

Nous avons réalisé ce manuel pour les hommes et les femmes travaillant dans les villages, les villes et les régions rurales afin d'accélérer le rythme et augmenter l'impact du développement communautaire. Il est écrit pour les personnes qui souhaitent transformer leurs communautés à travers le partage des connaissances. Il est destiné à celles et ceux qui veulent ouvrir un Centre de Ressources pour l'Information de la Communauté (CRIC) pour soutenir le processus de développement, mais qui aimeraient savoir comment procéder pour mener à bien cette tâche importante.

Ce manuel n'est pas destiné aux bibliothécaires ou aux personnes avec des compétences en gestion de l'information. Au contraire, c'est un outil (instrument) pour ceux qui se trouvent sur le terrain. Ils acquerront des connaissances sur l'information, le savoir et le développement. Ils apprendront également comment identifier, collecter et donner accès à l'information qui assiste et soutient la transformation de la communauté.

Ce manuel est né d'expériences partagées dans la Corne de l'Afrique. Nous pensons qu'il pourra être utile à toutes les personnes ouvrant un Centre de Ressources pour l'Information de la Communauté (CRIC), dans le but de transformer leur communauté.

Pourquoi ce manuel est-il important ?

Ce manuel est fondé sur l'expérience. Il est le résultat de formations et de discussions, de questions et de réponses, échangées entre celles et ceux qui travaillent dans le domaine du développement. C'est aussi quelque chose de plus. C'est un témoignage de confiance et de soutien à l'égard des peuples ruraux.

Le manuel traite d'une croyance partagée par l'auteur et par l'équipe du projet *Horn of Africa Capacity Building*. Nous avons la conviction que les peuples ruraux partout sont très intelligents. Nous reconnaissons l'habileté et la capacité des peuples ruraux et des peuples urbains vivant dans des communautés difficiles à trouver des solutions aux combats de la vie quotidienne. Nous avons vu de nombreux exemples de personnes qui ont trouvé des solutions au niveau de la communauté aux problèmes qu'ils rencontraient.

Nous pensons également que l'intelligence des peuples ruraux est souvent sous-estimée et sous-alimentée. L'accès limité à l'information et au savoir empêche l'utilisation totale et le développement potentiel de l'intelligence des peuples ruraux. Les structures (systèmes et services) pour soutenir la circulation de l'information vers les régions rurales et les zones urbaines défavorisées sont généralement inexistantes dans ces régions. Les personnes responsables de l'allocation des ressources pour de telles structures n'ont pas jugé important d'investir et d'installer des systèmes et services d'informations et de connaissances.

Nous pensons que le choix d'impliquer les peuples ruraux dans l'identification de leurs besoins en matière d'informations pour le développement communautaire est valable.

Encadré 1.1 : Les besoins en matière d'informations non satisfaits des peuples ruraux

Nous pouvons résumer la réalité d'aujourd'hui en avançant qu'il n'existe pas de services d'informations qui satisfassent réellement les besoins dans ce domaine des peuples ruraux : les paysans, les agriculteurs, les squatters, les ouvriers dans les industries rurales, et les étudiants. Bien que des services symboliques existent, ceux-ci ne fournissent pas des informations pertinentes. Pour cela, il faudrait entreprendre des investigations pour décider de la forme et du contenu de l'information dont les peuples ruraux ont besoin.

Shiraz Durrani. « Rural Information in Kenya: Rural Information and Advice Services; and Information Services in the Eastern Pilbara » dans Information Development, v.1, n°3. juillet 1985, p. 155.

Notre volonté de consulter les peuples par rapport à leurs besoins en matière d'informations et de développer un outil qui prenne en compte ces besoins et leur utilisation rend ce manuel différent de beaucoup d'autres qui existent déjà. Nous essayons aussi de démontrer que l'information est une ressource importante pour le développement humain. Ce manuel essaye non seulement de donner des idées sur la façon de procéder, il traite aussi et avant tout de théories et d'idées dans un langage destiné à des personnes ordinaires. Pour qu'il soit fondé, le texte a été établi et discuté avec nos partenaires du projet *Horn of Africa Capacity Building* par rapport à leurs situations.

Nous considérons que les personnes qui travaillent pour augmenter l'impact des Centres de Ressources pour l'Information de la Communauté (CRIC) sur le développement voudront se tourner vers le peuple lui-même pour créer un mouvement social sur le terrain. Ce mouvement sera responsable de la création et du soutien continu (pérennité) des CRIC dans les milliers de communautés et hameaux à travers l'Afrique et, dans le monde en voie de développement.

Sur la recommandation du Groupe Consultatif de Référence, le manuel a été réalisé comme un outil d'apprentissage. A la fin de chaque chapitre, les utilisateurs trouveront des points de discussions et des activités à effectuer.

CHAPITRE 2

Information et développement humain

Que signifient Information et Connaissance dans le contexte du développement ?

Les chercheurs définissent l'information comme une série de données, de faits et de chiffres qui ont été traités de telle façon qu'ils acquièrent un sens. Ils veulent dire quelque chose. Lorsque l'information est appliquée à la réalisation de quelque chose et est globalement applicable, on dit que cela devient une connaissance. Ces définitions servent un but utile si nous considérons l'information et la connaissance du point de vue de l'éducation formelle. Les enseignants demandent aux élèves de maîtriser un ensemble donné de connaissances afin de réussir les examens.

De telles définitions présentent néanmoins une faiblesse majeure. Elles indiquent la nature évidente en soi de l'information et de la connaissance basée sur une source experte. Ce processus ne permet pas à la communauté de raconter ses propres histoires et d'arriver à sa propre interprétation de la signification d'une série de chiffres ou de données.

Lorsque l'on discute de l'information et de la connaissance, il est utile de commencer par observer que toutes deux sont des créations humaines (ou des constructions sociales). Elles sont conçues pour expliquer et répondre à certains des défis que les individus ou les groupes rencontrent à un moment et à un endroit donnés. Personne ne peut entièrement comprendre le sens de la connaissance et de l'information sans reconnaître qu'elles peuvent représenter une épée à double tranchant. Elles peuvent servir à donner du pouvoir à l'individu et au groupe. Elles peuvent aussi être utilisées pour poursuivre des rapports de force et de contrôle. Lorsqu'un groupe au pouvoir utilise l'information et la connaissance pour contrôler (dominer) les gens, ces derniers sont conduits au désespoir, à l'impuissance, et à des niveaux de vie qui ne peuvent se maintenir.

En tant que créations humaines, les individus utilisent naturellement l'information et la connaissance pour organiser leur vue de l'histoire et de la culture. Ces éléments sont à la base de leur vision du monde. Lorsque les Centres de Ressources pour l'Information de la Communauté (CRIC) deviendront un outil pour le développement humain, les usagers de l'information de la communauté seront encouragés à cultiver et à adopter une attitude critique vis à vis de cette information. En remettant en question la source d'information, ils peuvent évaluer, analyser et adapter l'information et la connaissance à leurs propres conditions matérielles, politiques et sociales. Ce processus régulier de remise en question établit les fondements pour changer et transformer la communauté.

En d'autres termes, le développement de la connaissance devient un processus. C'est différent du produit fini qui est prêt à être enseigné, utilisé et appliqué globalement ou dans n'importe quelle situation particulière (la première définition de l'information et de la connaissance).

Afin de devenir des utilisateurs critiques de l'information et de la connaissance, les membres de la communauté devront analyser de façon critique à la fois la

connaissance provenant de l'extérieur de la communauté et leurs propres connaissances héritées. La communauté voudra étudier, par exemple, comment des définitions culturelles et élitistes relatives au genre, à la race, à la tribu, à la classe et à la pauvreté sont développées en tant que constructions à la fois historiques et sociales. Dans la plupart des cas, ces définitions doivent être remises en question et critiquées afin de leur attribuer une valeur plus grande et atteindre ainsi une connaissance et une information avec un pouvoir de transformation plus important pour la communauté.

Pour comprendre complètement le rôle de l'information dans le développement humain, nous devons comprendre le concept du développement humain. Dans la prochaine section, nous aborderons les différents sens du développement.

Qu'est-ce que le développement ?

Le concept du développement a plusieurs définitions différentes et opposées, basées sur les intérêts de différents groupes à travers le monde. Chaque groupe définit le développement de façon à servir ses propres intérêts.

Le développement en tant que croissance économique et modernisation

Les penseurs des années 1960 ont défini le développement comme la modernisation. Un pays pouvait atteindre une croissance économique plus importante par l'intermédiaire de l'industrialisation, de l'urbanisation, et d'un recours plus grand à la technologie et aux machines.

Ces mêmes penseurs croyaient que pour que les «pays en voie de développement» deviennent «développés», il était nécessaire de transformer leurs sociétés faibles et culturellement en retard pour qu'elles deviennent comme les sociétés capitalistes de l'Occident. On estimait que la principale cause du sous-développement reposait sur le retard culturel des sociétés dans les pays en voie de développement. La solution au sous-développement était de ce fait de changer l'attitude des gens dans les pays en voie de développement. Il fallait forcer les individus à rejeter leur culture, qui était jugée comme étant arriérée et fataliste.

Changer une société et la faire passer du sous-développement au développement impliquait que l'information était transmise aux paysans et aux petits fermiers par l'intermédiaire des médias. On pensait que la radio, les journaux, la télévision et les livres changeraient leur culture, leurs personnalités et le mode de vie traditionnel. Le résultat serait un nouveau type de peuple, intéressé par l'acceptation des conceptions modernes occidentales du développement. Ils abandonneraient leur culture propre.

Toutes les formes traditionnelles de communication de l'information (la musique, la danse, la poésie et le savoir traditionnel) étaient condamnées car elles maintenaient des modèles culturels de la structure et de l'autorité sociales. On

estimait que ces traditions étaient des barrières ou des obstacles à la modernisation et au développement.

En offrant des services d'information véhiculés par la modernisation, l'accès direct à l'information n'est fourni qu'aux groupes puissants de la société. On compte ensuite sur le fait que l'information soit retransmise à la majorité par ricochet plus tard. Bien souvent, les centres de recherche par exemple n'établissent pas un contact direct avec tous les petits fermiers. Ils ne discutent qu'avec un petit groupe de fermiers à qui ils donnent de l'information. Ils comptent sur le fait que d'autres membres de la communauté apprendront à partir de ce groupe sélectionné (voir encadré 2.1)

Encadré 2.1 : Système d'information par ricochet

Au Malawi, l'information d'extension est généralement apportée à des fermiers sélectionnés, appelés fermiers élèves. Les fermiers n'ont cependant pas la possibilité de communiquer leurs propres besoins au système d'extension. Un groupe de fermiers habitant près du Centre de Recherche sur le Riz souhaitait améliorer ses techniques de culture du riz, mais ne savait pas comment approcher le centre pour obtenir de l'aide. Un autre groupe de pêcheurs était gêné par les faibles quantités de poissons attrapés au Lac Malawi et pensait qu'il existait des forces surnaturelles qu'il fallait apaiser. Le sacrifice était un jeune taureau, emmené au milieu du Lac. Une unité du gouvernement non loin de là avait étudié les schémas migratoires des poissons. Elle savait donc pourquoi il y avait peu de poissons, mais ne savait pas que les pêcheurs étaient préoccupés par cela et n'a de ce fait pas partagé ses connaissances.

Kingo J. Mchombu. Information Needs and Information Seeking Patterns for Rural People's Development in Africa. 1993.

Dans ce model « top-down » du développement, l'information sur les questions liées au développement ne circule pas directement à toutes les personnes de la communauté. La circulation de l'information se fait par un processus en deux étapes. Elle circule d'abord des médias et des travailleurs d'extension vers les leaders d'opinion ou les individus influents. Depuis ce petit groupe, elle s'achemine ensuite vers tous les paysans et les petits fermiers. Au cours de ce processus, il se peut que des informations essentielles soient modifiées ou déformées. Il est également possible que l'information soit conservée par les groupes puissants et n'atteigne pas les masses du tout.

Bien que le modèle du développement reposant sur la modernisation ait été rejeté, il est encore utilisé dans certains pays. Le pouvoir de ce modèle pour les organisations du domaine de l'information et des médias est encore plus important que pour leaders d'opinion. Il est encore courant aujourd'hui d'entendre des chroniqueurs de radios, des journalistes et des politiciens accuser la culture traditionnelle de leur peuple d'être responsable du sous-développement de leur pays.

Malgré son manque de succès global, le modèle de développement « top-down » basé sur la modernisation a donné lieu à certaines améliorations de la société. La technologie avancée, telle que l'utilisation de machines pour le transport et l'agriculture, et les techniques de culture modernes sont maintenant courantes dans tous les pays. En médecine, on peut noter les effets de la médecine moderne, y compris la présence de grands hôpitaux dans les villes. Au niveau de l'organisation sociale, l'introduction de la démocratie, les structures de la société civile, et l'expansion des médias sont toutes des exemples du modèle de développement basé sur la modernisation.

Au milieu des années 1970, il est apparu clairement que le modèle de la croissance économique et de la modernisation n'avait pas réussi à aider les pays en voie de développement à atteindre le développement. La majorité de leurs peuples vivaient dans la pauvreté, l'analphabétisme, et souffraient de maladies courantes et évitables.

Depuis les années 1980, d'autres approches du développement ont été proposées. Celles-ci placent l'être humain au centre du processus de développement. La section suivante est consacrée à la description du concept de développement humain.

Le développement en tant que développement humain et transformation

Dans les années 1980, plusieurs départements des Nations Unies se sont rendus compte qu'il y avait quelque chose de terriblement négatif dans le développement basé uniquement sur la croissance économique. L'indicateur pour ce type de croissance était le revenu national moyen d'un pays. Certains penseurs ont mis en avant que la croissance du revenu national seule n'était pas un critère fiable pour témoigner du développement. Bien souvent, le revenu ne reflétait pas le bien-être de la majorité des habitants d'un pays. Par exemple, dans certains pays, une croissance économique rapide avait été atteinte mais elle n'avait profité qu'à un faible pourcentage de la population, vivant généralement dans les zones urbaines. La majorité des habitants s'était en fait appauvrie.

La croissance économique n'est pas un bon indicateur du développement car elle ne tient pas compte de la répartition de la richesse. Elle ne montre pas l'impact de ce développement sur d'autres secteurs sociaux, comme la santé, l'éducation et la qualité de vie.

Une approche alternative du développement a alors vu le jour. Celle-ci reconnaît l'importance du bien-être de toute la population. L'autre appellation pour cette approche est le **développement centré sur l'être humain**.

En plus du revenu national, l'approche du développement humain ou approche centré sur l'être humain prend en compte les facteurs suivants :

a) L'espérance de vie et la situation de la population en termes de santé ;

b) L'accès à l'éducation et l'aptitude de la population à lire et à écrire ;

c) L'égalité des genres et leur participation dans les structures gouvernementales.

Le rôle des services d'information dans l'approche du développement humain ou du développement centré sur l'être humain est très différent du rôle de l'information dans le modèle de développement basé sur la modernisation (croissance économique). Certaines des différences majeures sont :

a) L'accès à l'information est destiné à tous les groupes de la population (y compris les femmes, les jeunes et les peuples ruraux) ;

b) L'information est un outil ou un processus par lequel se forment l'autonomie, la capacité d'action, la société civile, la participation, et l'égalité des sexes ;

c) Le savoir traditionnel et l'information générés localement bénéficient d'un statut important ;

d) Les voies de communication traditionnelles sont respectées et ne sont pas considérées comme des barrières au développement.

Une comparaison de ces deux approches du développement –modernisation et développement humain- montre que la seconde est plus vaste. Elle met des responsabilités importantes entre les mains des peuples puisqu'il s'agit d'un développement centré sur l'individu. L'approche basée sur la modernisation était plus étroite et faisait reposer la responsabilité du développement sur une petite élite au sein du pays. Ce groupe atteignait souvent son propre développement aux dépens de toutes les autres personnes dans la société.

Le développement centré sur l'être humain requiert de grandes quantités d'informations provenant des différents secteurs du développement afin d'atteindre les communautés locales. Pour que la communauté assume la responsabilité du processus de développement, il lui faut des informations sur :

a) L'agriculture et l'élevage ;

b) Les soins de santé de base ;

c) L'éducation et l'alphabétisation ;

d) La technologie appropriée ;

e) La démocratie, les genres, l'organisation sociale et les droits de l'homme, etc. (voir textes dans l'encadré 2.2, p. 22).

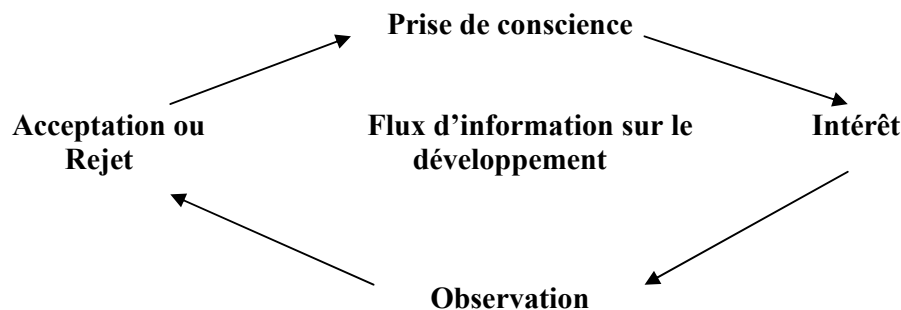
Si tout le monde a besoin d'informations dans le modèle de développement centré sur l'être humain, comment est-ce que cette information relative au développement circule au niveau de la base, sur le terrain, pour influencer le

processus de développement ? La section suivante de ce manuel traite de cette importante question.

La circulation de l'information relative au développement au niveau de la base

Un développement humain rapide repose sur la création d'une société civile solide. Les membres de la communauté renforcent leur capacité à intégrer l'information et la connaissance dans les diverses activités du développement. Une telle capacité confère à la population le pouvoir de résoudre intelligemment les problèmes qui existent dans leur communauté.

La diffusion des nouvelles informations (aussi appelées idées novatrices) dans la société se fait selon un processus en quatre stades : stade de la prise de conscience ; stade de l'intérêt ; stade de l'observation et de la mise à l'essai ; et stade de l'adoption/rejet.



ETAPE 1 : Stade de la prise de conscience

Au cours de cette première étape, les individus de la communauté reçoivent des informations sur une innovation ou une pratique utile nouvelle. Cette information nouvelle crée un environnement qui permet aux gens de commencer à réfléchir à la pratique nouvelle. A titre indicatif, des innovations de ce type peuvent concerner par exemple : une nouvelle graine hybride, la protection du sol, ou l'utilisation des préservatifs pour lutter contre le VIH/SIDA. La première étape implique que l'information ait été fournie de façon à ce que les gens puissent comprendre la nouvelle idée/pratique. Ils comprennent la langue, le format, et les étapes nécessaires pour adopter l'idée/la pratique. C'est plus facile pour les membres de la communauté qui ont accès à une variété de sources d'informations, comme les journaux, la radio, les livres et les ateliers de formation, de recevoir des idées nouvelles que pour ceux qui n'ont aucun accès à de telles sources d'informations.

ETAPE 2 : Stade de l'intérêt

La plupart des modèles de circulation de l'information montrent que quelques individus dans chaque communauté sont rapides à saisir les idées nouvelles. Ces personnes transmettent ces idées au reste de la communauté. Ce groupe est appelé « gardiens de l'information » ou parfois « leaders d'opinion ». Le petit groupe sert aussi de modèle en adoptant rapidement les nouvelles idées, pour que d'autres membres de la communauté puissent les imiter et apprendre en les observant. De nombreux membres de la communauté peuvent avoir peur d'adopter des idées/pratiques nouvelles. Ils ont peur du risque que cela comporte. Ils peuvent aussi avoir le sentiment de manquer d'informations sur la nouvelle idée/pratique.

Si la nouvelle pratique est attractive parce qu'elle répond à un besoin dans la vie d'un individu ou d'une communauté, les gens commenceront peut-être à s'y intéresser. Ils essayeront d'obtenir plus de renseignements sur l'idée/la pratique. Ceci peut conduire à une recherche d'informations supplémentaires. Les personnes cherchant plus d'informations deviennent enthousiastes et motivées. Elles stimulent le reste de la communauté. Les conversations et la discussion jouent un rôle important à ce stade, surtout la communication provenant de la famille, des voisins, des agents d'extension et des travailleurs sociaux. Ensemble, ces groupes créent un intérêt vis à vis de la nouvelle innovation. Cette communication modèle et influence les opinions par rapport aux questions liées au développement dans la communauté.

ETAPE 3 : Stade de l'observation et de la mise à l'essai

A ce stade, l'idée qui passe l'étape de l'intérêt est testée à une petite échelle. Des évaluations et consultations ont lieu pour vérifier si cela vaut la peine d'essayer l'idée/la pratique. Par exemple, dans le cas de certaines pratiques liées à l'agriculture, on peut emmener les gens dans un centre de recherche pour y voir une nouvelle plante, ou dans un champs où l'on a mis de l'engrais pour voir ce qui s'y passe. Ils peuvent alors comparer l'état de la terre avec un champ où l'engrais n'a pas été utilisé. La démonstration sert à répondre aux inquiétudes liées au fait de savoir si l'idée fonctionne en pratique ou pas.

ETAPE 4 : Adoption / rejet de la nouvelle pratique

Une fois les trois étapes achevées, une décision peut être prise pour adopter ou rejeter la nouvelle idée/pratique. Certains des facteurs qui influencent la décision sont : les niveaux de revenus, le risque, et les priorités de la communauté.

La confiance en soi est un facteur important pour que les individus adoptent un nouveau comportement ou mettent en œuvre une nouvelle pratique avec succès. Si la confiance en soi fait défaut, il est difficile d'adopter une nouvelle idée/pratique. Les modèles réussis donnent un bon exemple. Non seulement les gens apprennent à travers leur propre expérience mais aussi en imitant le comportement d'autres

individus qui ont réussi à faire quelque chose de nouveau. Les bons leaders, qui encouragent et rassurent les gens sur ce qu'ils peuvent atteindre s'ils travaillent ensemble, sont essentiels dans une communauté qui entreprend des efforts de développement importants.

Les nouvelles idées/pratiques pourront être adoptées si elles possèdent les caractéristiques suivantes :

a) **un avantage relatif**

Ce terme est utilisé pour définir jusqu'à quel point la nouvelle pratique est considérée comme meilleure que celle qu'elle remplace. Si la nouvelle idée est risquée, plus difficile à mettre en œuvre parce qu'elle exige trop de travail, ou financièrement coûteuse, son adoption peut ne pas être acceptée par la communauté. Les risques peuvent être financiers ou liés au manque d'informations adéquates. L'avantage relatif d'une nouvelle idée doit être communiqué au sein de la communauté pour créer un environnement permettant la dissémination rapide des idées nouvelles.

b) **la compatibilité/convenance**

Ce terme est utilisé pour définir le degré avec lequel la nouvelle pratique est en harmonie avec les besoins, les valeurs, le système culturel et le système de pouvoir des membres de la communauté. Si les membres de la communauté doivent réaliser de trop nombreux changements pour accepter la nouvelle pratique et la rendre compatible avec le système culturel et le système des valeurs existant, il est possible qu'ils résistent à son adoption.

c) **la complexité**

Ce facteur fait référence à la difficulté engendrée pour la population par la mise en œuvre de la nouvelle pratique. Si l'application de la nouvelle pratique est jugée trop difficile pour les membres de la communauté, les individus peuvent trouver qu'il est impossible d'y adhérer. Si la nouvelle pratique a trop d'étapes à suivre, ceci peut aussi limiter son succès dans la communauté et de ce fait son application.

d) **l'observabilité**

Ce facteur fait référence à la possibilité de tester la nouvelle idée/pratique tout d'abord à une petite échelle. Si les résultats peuvent être vus et prouvés (démonstrés) à des adoptants potentiels dans la communauté, ils voudront l'adopter.

Le processus d'adoption des idées nouvelles peut être accéléré par la participation des membres de la communauté. Ils sauront ensuite quoi adopter. Il sera plus facile de prendre des décisions. Ils se sentiront libres d'exprimer leurs besoins en termes de connaissances et d'informations, ainsi que leurs autres types de besoins,

pour renforcer leur capacité à gérer les changements sociaux escomptés. Une participation plus étendue des membres de la communauté peut aussi aider à identifier d'autres limites structurelles qui empêchent l'adoption de nouvelles pratiques. Des exemples de limites sont par exemple le manque de terrains, de ressources financières, de moyens de transport, et d'informations liées au marketing. La communauté peut ensuite traiter ces problèmes afin de soutenir l'adoption d'idées et de pratiques nouvelles.

Les gens auront besoin à la fois de connaissances techniques et d'informations liées à la prise de conscience. Ces types d'informations/connaissances ne sont pas distincts des autres domaines de la vie. Ils font partie du processus de développement. Au sein de ce processus, l'information et la connaissance deviennent une ressource du développement. Cette ressource en information confère un pouvoir à la communauté sur son environnement et sur la vie en général.

Parfois, le développement des peuples ruraux ne représente pas une priorité pour beaucoup d'experts, hauts politiciens et fonctionnaires travaillant depuis les capitales d'Afrique. Il est de ce fait important que les communautés rurales prennent en main la responsabilité de s'organiser et de s'assurer qu'ils ont accès à suffisamment d'informations et de connaissances pour soutenir leur propre développement. Dans de nombreux cas en Afrique, si les peuples ruraux ne relèvent pas ce défi, personne d'autre ne le fera pour eux (voir texte dans l'encadré 2.2).

Encadré 2.2 : Besoins d'informations de base

Lorsque l'on considère un village moyen d'Afrique tropicale aujourd'hui, le manque d'informations les plus basiques dans pratiquement n'importe quel domaine de développement est frappant.

Vingt ans après l'indépendance, la plupart des villages de l'Afrique subsaharienne n'ont ni latrines, ni eau propre. Ils ne respectent pas les règles d'hygiène, de nutrition et de soins aux enfants les plus élémentaires ; ils ne savent pas comment construire une simple charrette, une charrue ou un moulin à millet basique. S'ils vivent dans le Sahel, ils gaspillent plus d'énergie par habitant pour leurs besoins domestiques (essentiellement la cuisine) que les habitants extraordinairement prodigues de l'Occident. Sur un fourneau ouvert typique sur lequel ils font cuire leurs repas, 94 - 97% de l'énergie est gaspillée. En second lieu, ils ignorent les faits les plus élémentaires relatifs au fonctionnement de leurs propres corps. Les mères de dix enfants ne possèdent aucune information sur le processus de la maternité ou de la naissance, ou sur les raisons pour lesquelles elles perdent la moitié de leurs enfants avant que ceux-ci n'aient atteint l'âge de cinq ans.

Dans un tel contexte, une amélioration non-négligeable (majeure) dans le niveau de vie pourrait être atteinte simplement en disséminant les connaissances de base

dans le domaine de l'hygiène, de la nutrition, des soins de santé, de la technologie adéquate, de l'organisation du travail et dans quelques autres secteurs, et en encourageant des investissements dans les petits villages financés par les villageois eux-même.

Pierre Pradervand. « Knowledge is Power » dans International Development Review, v. 22, n°1, 1980, p.56.

Points de discussions et activités

- 1) Deux articles de journaux expliquent les choses suivantes :
 - a) Les pauvres sont pauvres parce qu'ils sont paresseux.
 - b) Les garçons obtiennent de meilleures notes que les filles parce que les hommes sont plus intelligents que les femmes.

Lancez une discussion dans la communauté pour que les gens deviennent des consommateurs critiques de l'information / du savoir basé sur ces deux croyances. Quelles raisons peuvent être invoquées pour expliquer ces deux situations ?

2) Le modèle de développement fondé sur la modernisation peut engendrer à la fois de mauvaises et de bonnes conséquences pour l'Afrique. Quels ont été les effets négatifs du modèle de développement basé sur la modernisation ? Quels ont été les effets positifs du modèle de développement basé sur la modernisation ?

3) Le modèle de développement centré sur l'être humain a de plus grandes exigences relatives au fait que l'information doit atteindre les niveaux de la base. Pouvez-vous expliquer pourquoi le besoin d'informations devient plus important aux niveaux de la base dans le développement centré sur l'être humain ?

4) Comment votre Centre de Ressources pour l'Information de la Communauté (CRIC) peut-il utiliser le modèle d'adoption de l'innovation en quatre étapes pour fournir un soutien en termes d'informations qui accélèrera l'adoption d'idées ou de pratiques nouvelles dans votre communauté ? Quels problèmes dans votre communauté requièrent de nouvelles idées ou pratiques ? Comment lancerez-vous le processus d'identification de nouvelles idées/pratiques ?

CHAPITRE 3

Le contenu de l'information et de la connaissance dans les Centres de Ressources pour l'Information de la Communauté

Le but de ce chapitre est de traiter des sources d'information d'un Centre de Ressources pour l'Information de la Communauté (CRIC). Nous verrons comment créer ou modifier le contenu d'informations de façon à construire une base de connaissances adéquate. Une base de connaissances adéquate confère à la communauté le pouvoir d'accepter ses défis présents et futurs en matière de développement et d'agir par rapport à eux.

Pour déterminer le contenu des ressources en information nécessaires, il faudra travailler de manière systématique et inclure les membres de la communauté. Ces derniers aideront à traiter toutes les questions importantes liées au développement communautaire.

Nous avons déjà vu au chapitre 2 que le développement centré sur les personnes possède beaucoup plus de composantes que le modèle de développement « top-down ». Les nombreux volets du développement centré sur les personnes nécessitent l'échange de beaucoup d'informations aux niveaux de la base (sur le terrain). Etant donné que dans la plupart des pays le développement rural n'est pas une priorité au niveau national, peu de ressources sont disponibles pour mener cette tâche à bien. Ces limites impliquent que les gens doivent constituer leur base de connaissances avec soin. Ils ne doivent pas dépenser de l'argent que la communauté ne possède pas, ni collecter des documents d'information inutiles ou trompeurs juste pour remplir des étagères vides.

Participation de la communauté dans la définition de l'information requise

Il est important d'impliquer autant de membres de la communauté que possible dans l'identification systématique des besoins d'informations liés au développement rural. En plus de l'identification des besoins en matière d'informations, une telle participation sert également à sensibiliser les membres de la communauté et à recenser leurs lacunes en termes d'informations par rapport à leurs problèmes sociaux et aux questions de développement les concernant. Dans l'idéal, les consultations doivent permettre de discuter à la fois des problèmes de développement communautaire auxquels la communauté doit faire face, et de l'information nécessaire pour soutenir les actions destinées à résoudre ces problèmes.

Pour impliquer la communauté, nous suggérons les actions suivantes :

a) **Des réunions/consultations publiques** au cours desquelles un animateur aide les membres de la communauté à avoir des discussions sur les priorités en termes de développement rural de la communauté, et sur l'information adéquate (répondant aux besoins du peuple) correspondant à ces priorités.

b) **Des réunions de groupes de discussion**, où des groupes particuliers se réunissent pour discuter des besoins propres à leur groupe. Par exemple, les

femmes, les jeunes, les semi-lettrés, les agriculteurs, les commerçants, et d'autres groupes peuvent être conviés. Les groupes se rencontrent pour discuter de leurs problèmes et du type d'informations qu'ils estiment les aiderait -et aiderait d'autres membres de la communauté- à gérer ces questions. Plus important encore, ils discuteront du format/de la présentation que l'information devra revêtir pour être facile à comprendre, adaptée au contexte, et applicable.

c) **Des méthodes participatives d'évaluation rapide**, où l'animateur utilise le dialogue (la discussion plutôt que des interviews rigides) pour apprendre à partir de la communauté et avec elle des choses sur sa vie. Ensemble, ils examinent les limites et les risques ainsi que les opportunités, pour préparer les décisions relatives aux projets de développement. Par l'intermédiaire de leur participation, des personnes ordinaires sont en mesure de mener leur propre analyse de leur réalité. A travers ce processus, la communauté apprend des choses sur elle-même, fixe ses priorités, et met au point un plan d'action pour répondre à ses problèmes.

Encadré 3.1 : L'information est le besoin humain le plus basique

En mai 1991 dans le village de Diana, au Sénégal, où j'ai discuté avec l'ensemble des villageois réunis de leurs besoins de base en matière d'informations, une femme venait d'être enterrée avec son bébé à moitié né entre les jambes parce que les villageois ne possédaient pas les informations élémentaires en matière de grossesse qui auraient permis d'éviter ce type de décès. « Notre besoin le plus basique est l'information, la connaissance », a avancé le responsable du village. Et dans un village voisin, un ancien a dit, « si vous me donnez le choix entre de l'argent ou de l'information, je choisirai l'information »... Evidemment, comme pour tous les problèmes liés au développement de base, le défi est essentiellement politique. Tout d'abord, il faut définir le concept de l'information : est-ce que cela doit être le type d'informations anodines, aseptiques, généralement diffusées par les agences d'aide et les départements gouvernementaux, ou cela sera-t-il intégré dans une compréhension plus globale du processus de développement, c'est à dire l'information entraînant une prise de conscience ?

Pierre Pradervand, « Knowledge is Power » dans International Development Review, v.22, n°1, 1980, p.57.

A la suite des discussions, et de l'exercice de découverte d'informations, une personne ou un petit groupe doit préparer un rapport simple et concis sur l'étendue des besoins d'informations et les questions de développement prioritaires de la communauté. Le rapport permettra de conserver une trace écrite pour les consultations et les prises de décisions futures (voir texte dans l'encadré 3.1).

d) **Enquête d'écoute**. Ce type d'enquête est différent de la recherche traditionnelle où le chercheur décide à l'avance ce qu'il/elle souhaite découvrir et travaille à partir d'un questionnaire ou d'un plan d'interview pour atteindre ce but. Dans une enquête d'écoute, une équipe de personnes (pas uniquement une

personne) prend soin de décortiquer les conversations, lorsque les gens sont détendus et parlent de ce qui les préoccupe le plus. L'équipe d'enquêteurs cherche non seulement à entendre des faits, mais elle espère aussi entendre parler des sentiments des gens sur des questions liées au quotidien, sur des questions émotionnelles, ainsi que sur les besoins physiques de base, la sécurité, l'amour et l'appartenance, l'amour propre, et l'évolution personnelle. Ce type d'enquête est ouvert et est mené dans des lieux où les gens se réunissent pour discuter. Les membres de la communauté doivent être informés du but de la création d'un centre d'information (CRIC) avant le démarrage du processus. L'enquête d'écoute vise à fournir une perspective (vision) complète et riche de la vie de la communauté.

Intégrer les besoins en termes d'informations dans le processus de développement de la communauté

Le CRIC fait partie intégrante de la lutte pour le développement rural dans la communauté. L'un des défis auxquels il doit répondre est de trouver comment inciter et soutenir le traitement de la connaissance par les membres de la communauté pour que ceux-ci puissent trouver des solutions aux problèmes de la communauté.

Le processus de développement communautaire lui-même crée une importante partie des besoins d'informations de la communauté. L'identification des problèmes et l'apprentissage (traitement de la connaissance) sont liés. Ensemble, ils constituent un processus unique. Ce processus est très efficace s'il relève d'un effort de groupe plutôt que d'une initiative individuelle. A titre d'exemple, certains membres de la communauté peuvent discuter du SIDA/VIH et de la manière dont cela affecte tous les membres de leur communauté. La discussion peut soulever les défis d'obtenir des informations plus précises sur cette nouvelle maladie et sur la manière dont elle se propage afin de contrer les rumeurs et les explications superstitieuses. Une fois l'information réunie auprès de différentes sources et partagée par le groupe, l'étape suivante peut consister en un programme d'activités pour lutter contre le SIDA/VIH dans la communauté. Lors du déroulement des activités du premier pallier, la communauté peut se rendre compte que les activités des hommes et des jeunes femmes, obligées d'avoir un comportement sexuel à risque en raison d'un manque d'assurance financière, engendrent le besoin de collecter davantage d'informations. Dans ce cas, le besoin d'informations sur des activités économiques alternatives pour les jeunes femmes peut conduire à une recherche d'informations sur les schémas de micro-crédits, les opportunités de formation, et les programmes destinés à renforcer le pouvoir des femmes.

Après cette deuxième série d'activités, le rôle de l'alcoolisme dans la communauté sera peut-être identifié comme étant le prochain point de mire. La communauté ressentira peut-être le besoin d'être plus informée sur les effets néfastes de l'abus d'alcool et de substances toxiques sur le corps humain. Ceci sera ensuite recensé comme étant le besoin clé en matière d'informations, assorti du rôle joué par l'alcool dans la propagation de la pandémie VIH/SIDA.

La communauté doit identifier ses problèmes relatifs au développement et en discuter, afin de pouvoir exprimer ses besoins d'informations supplémentaires. Le groupe met ensuite au point un programme d'action. Le fait de lier ainsi les besoins d'informations avec les activités de développement communautaire permet à la communauté de traiter collectivement et de donner plus de valeur à l'information et à la connaissance collectées auprès de différentes sources.

Le CRIC comportera des informations provenant de deux sources : les sources internes, au sein de la communauté, et les sources externes tels que les livres, les journaux, les documents audio-visuels, les conseils de travailleurs du domaine de la santé et de travailleurs d'extension. Ci-après nous évoquerons tout d'abord le contenu de l'information locale.

Contenu local : Sources d'information et de connaissance internes

Lorsque l'on met au point un contenu d'informations, il est important de commencer par l'information et la connaissance qui existent dans la communauté elle-même. Le contenu de l'information et de la connaissance interne provient de deux sources : nommément, le savoir autochtone, et l'information créée localement.

Le savoir autochtone

Comme nous l'avons déjà mentionné au chapitre 2, la connaissance (ou le savoir) est un produit de la pensée, de l'action, et de l'expérience humaine. Chaque culture contient une base de connaissances à partir de laquelle ses membres se forgent une compréhension et une interprétation du monde.

Le savoir autochtone est riche en connaissances culturelles qui apportent une identité aux jeunes. Cela nous aide à répondre aux questions sur qui nous sommes et sur notre histoire, sur la technologie appropriée, et sur les plantes médicamenteuses utiles pour guérir les maladies humaines et animales. Cela nous aide au niveau de la connaissance environnementale et agricole et de la connaissance du corps humain, y compris pour l'éducation sexuelle et beaucoup d'autres domaines de connaissances utiles (voir encadré 3.2).

Encadré 3.2 : Le savoir autochtone

L'une des descriptions les plus intéressantes du savoir autochtone a été donnée par le *Time Magazine* américain du 23 septembre 1991, dans son article principal. L'auteur, Eugène Linden, a décrit comment, il y a 1600 ans, la sagesse issue de nombreux siècles est partie en fumée lorsque la grande bibliothèque d'Alexandrie a brûlé. Aujourd'hui, sans trop crier gare, de vastes archives de connaissances et d'expertise sont en train de se perdre, laissant l'humanité en danger de perdre son passé et peut-être également de mettre en péril son futur. Il faisait référence à la connaissance accumulée dans la mémoire des personnes âgées, des guérisseurs,

des sage-femmes, des fermiers, des pêcheurs et des chasseurs, à travers le monde. Cette base de connaissances n'est pas enregistrée, et elle comprend : de nombreuses technologies et de nombreux arts, des manières de cultiver les déserts sans irrigation, d'exploiter les forêts humides sans détruire l'écosystème délicat, de parcourir les mers grâce à la connaissance des courants marins et des étoiles. Ces cultures anciennes avaient exploré les propriétés médicales des plantes et appris comment cultiver les régions montagneuses en évitant que la meilleure terre ne soit emportée.

Eugène Linden. « Lost Tribes, Lost Knowledge » dans Time Magazine, 23 septembre, 1991.

Le savoir autochtone constitue une partie des ressources en informations et en connaissances de la communauté. Dans la plupart des communautés, cette connaissance a du mal à survivre. Les difficultés sont liées au fait que les traditions et les cultures font souvent l'objet d'attaques et de remises en question massives de la part de la culture dominante. Le groupe avec le pouvoir rejette et désorganise le savoir et les traditions que les groupes ruraux et les groupes sans pouvoir utilisent pour se définir et définir leur vision du monde. En réduisant la valeur des ressources en connaissances indigènes et locales, les voies de communication de la connaissance traditionnelle ont été supprimées. La jeune génération a été détachée de sa propre culture et de ses traditions. Cette séparation fait qu'il est difficile pour la génération la plus vieille de transmettre ce riche héritage culturel à la génération suivante. Les jeunes, à leur tour, sont isolés. Ils développent des comportements anti-sociaux pour attirer l'attention et la compassion.

Par le passé, on pensait que la connaissance occidentale, avec ses puissants outils, avait toutes les réponses aux problèmes de l'humanité. Il est cependant devenu clair que les pays industrialisés ont mal géré l'environnement par exemple. Ils ont découvert des technologies qui sont très destructrices pour la vie humaine. Ils n'ont pas réussi à trouver des remèdes contre certaines des maladies les plus graves de notre siècle. Ces échecs ont obligé les scientifiques à reconnaître la valeur de la connaissance qui fait partie des cultures autochtones et traditionnelles.

Certaines des raisons expliquant la destruction de la base de connaissances autochtones sont :

- a) le fait que les jeunes se détournent de leurs aînés et rompent une ancienne chaîne de connaissances transmises oralement ;
- b) un système éducatif qui est détaché de la base de connaissances autochtones et qui vise à prouver que l'information externe est meilleure que l'information autochtone ;
- c) la destruction du foyer des populations autochtones par l'urbanisation, la culture et les activités commerciales telle que l'exploitation forestière et minière ;

d) la propagande « pro-modernisation » des médias et de l'élite politique selon laquelle les manières traditionnelles de faire les choses ne sont jamais aussi bonnes que les façons externes et doivent être rejetées.

La production de connaissances est un processus humain naturel. La production continue de connaissances est un élément critique de l'utilisation de l'information et de la connaissance. Cependant, si l'on tente d'empêcher ou de détruire le développement de nouvelles connaissances autochtones, certaines parties de la base de connaissances peuvent devenir désuètes ou mourir par manque d'apports récents.

Encadré 3.3 : Savoir autochtone dominant au Pérou

Le réseau de bibliothèques rurales au Cajamarca est impliqué dans le rétablissement, la revitalisation et le renforcement de la base de connaissances autochtones andines. Lorsque les livres disponibles n'ont pas été jugés utiles, un projet distinct a été mis en place pour produire et publier des documents basés sur la culture locale. *L'Encyclopédie Rurale* est une série de livres écrits par les peuples eux-même, dans leur style, et basée sur leurs expériences. Les sujets des livres sont ceux convenus par les communautés locales. Des exemples sont « La famille à Cajamarca », « Les phénomènes surnaturels », « Les teintures et les tissus », « Les peuples de cette terre ». Quarante titres ont été publiés. Les livres constituent une alternative à l'école. Ils renforcent le pouvoir des gens et encouragent l'auto apprentissage.

Cajamarca, Acku Quinde, 1996.

L'un des rôles clés du CRIC est de rassembler, conserver, et mettre à disposition le savoir autochtone. Ce savoir doit être évalué de la même manière que la connaissance externe introduite dans la communauté. Au niveau local, de grandes quantités de connaissances existent, renfermées dans la mémoire collective des peuples en tant que connaissances héritées et expériences personnelles. Ces anecdotes doivent être évaluées avec soin et enregistrées de façon à pouvoir servir. On ne doit pas leur permettre de s'éteindre au fur et à mesure que les membres les plus âgés de la communauté meurent de vieillesse (voir encadré 3.3).

Objets traditionnels et documents tels que les photos

Le CRIC devra organiser une petite collection d'objets traditionnels et d'articles de maison. Cette collection sera composée d'objets faits main dépeignant l'histoire, la culture et le savoir autochtone de la communauté et ses technologies traditionnelles.

*Quels objets trouve-t-on dans votre communauté qui sont encore fabriqués par des artisans ?
A quoi servent ces objets ?
Quelle technique a été utilisée pour créer ces objets ?
Qui utilise ces objets ?
Quelles matières premières sont utilisées ?
Comment le fabriquant a-t-il/elle appris son art ?*

Dans de nombreux cas, il existe encore quelques personnes âgées dans la communauté qui se souviennent de comment l'on fabrique certains des objets traditionnels tels que les nattes et paniers tissés, les grands sacs, la poterie, les ustensiles de cuisine, les arcs et les flèches, les harpons, les outils pour l'agriculture, les vêtements en peaux de bêtes, et autres articles. De tels « experts traditionnels » devraient servir de personnes ressources dans la communauté pour former les jeunes et transmettre ces compétences avant qu'elles ne disparaissent complètement. Avec l'expérience, certains de ces objets peuvent être vendus comme souvenirs pour les touristes dans les régions urbaines ou peuvent faire partie des activités touristiques pouvant contribuer à l'économie de la communauté.

Autres informations créées localement

Un second type d'informations et de connaissances internes résulte d'informations créées par diverses activités de développement au sein de la communauté.

Beaucoup d'informations proviennent de la communauté mais peu de ses membres le savent. Diverses agences de développement collectent ces informations et les envoient à des représentants sous forme de rapports mensuels, trimestriels et annuels. Un bon exemple est l'information collectée dans les centres de santé. Les rapports montrent quelles maladies il y avait dans la communauté au cours d'une période donnée. A partir de ce type de rapports, la communauté peut déduire le nombre de personnes touchées par des maladies évitables. Elle peut alors prévoir des actions pour améliorer la situation. Une situation similaire existe avec les rapports des travailleurs d'extension dans le domaine de l'agriculture, des représentants des coopératives, des agents de développement communautaire, des ONG, des chercheurs en visite, et des enseignants. Ils collectent tous de l'information pour des rapports destinés à l'extérieur, mais ils rendent rarement compte aux structures communautaires de façon à enrichir le savoir de la communauté en vue d'actions de développement.

Tout ce contenu d'informations locales doit donner lieu à des discussions critiques destinées à sensibiliser la communauté aux questions liées à son développement (voir texte dans l'encadré 3.4).

Encadré 3.4 : Les exigences en termes d'informations basiques

Peu, voire aucun, pays du Tiers Monde... ne semble s'être rendu compte que le processus (du développement) implique une multiplication extraordinaire des informations/connaissances au niveau de la base. Prenons quelques exemples :

a) Le fonctionnement d'un état moderne est dans une grande mesure basé sur l'existence d'un ensemble de citoyens bien informés. Même l'élection la plus libre est une farce (une tromperie) tant que l'information fait défaut.

b) Le prémisses même de secteurs entiers et de nouvelles approches du développement, tels que les soins de santé de base, la technologie adéquate, etc. repose sur le fait de rendre disponible certaines formes d'informations / de connaissances.

c) L'échec culturel presque total associé à l'urbanisation massive et rapide a créé une soif immense et un besoin d'informations intelligentes dans les domaines les plus basiques du comportement humain. Le domaine de l'éducation sexuelle est un exemple de toute première importance. Pas plus tard que 15 à 20 ans en arrière (encore aujourd'hui dans certaines régions d'Afrique de moins en moins répandues) les jeunes garçons et filles recevaient généralement une certaine forme d'éducation sexuelle (par exemple lors de l'initiation ou du mariage). Les filles étaient mariées très tôt -entre 11 et 15 ans- ; elles vivaient dans des sociétés culturellement homogènes, et n'étaient de ce fait que très rarement exposées aux grossesses avant le mariage. En seulement 15 ans, l'évolution a été phénoménale (énorme), en raison de la disparition presque totale des formes d'éducation sexuelle traditionnelles, d'une importante augmentation dans l'âge moyen du mariage des filles des régions urbaines, du tourisme, de l'impact négatif (maléfique) des films occidentaux...et de la détérioration de la communication entre les parents et leurs enfants. Les résultats ont été des augmentations importantes des maladies sexuellement transmissibles, des avortements chez les adolescentes, et des grossesses avant le mariage. A leur tour, ces problèmes ont des conséquences économiques et culturelles et des effets sur la santé qui ne doivent pas être sous-estimés.

d) La plupart des pays africains ont adopté ou sont en voie d'adopter une nouvelle législation dans le domaine du droit familial. Ces lois sont cependant rarement appliquées, non seulement en raison d'une résistance culturelle mais aussi à cause d'une totale ignorance de leurs droits par les personnes concernées.

e) Tous les domaines de l'innovation technique (par exemple les méthodes agricoles) reposent de manière importante sur les apports massifs et renouvelés d'informations et d'éducation.

Pierre Pradervand. « Knowledge is Power » dans *International Development Review*, v. 22, n°1, 1980, p.56.

Contenu de l'information et de la connaissance externes

Les sources d'informations et de connaissances externes sont également vitales car certains problèmes du développement humain sont similaires dans le monde entier. En ayant accès aux sources d'informations et de connaissances qui amènent cette expérience dans la communauté, les membres économisent du temps précieux et des ressources importantes. Ils sont en mesure d'apprendre et d'adapter de bonnes idées de petites communautés locales dans d'autres pays.

L'une des barrières pour accéder à l'information provenant de sources externes est la langue. Cet obstacle est ressenti de diverses manières :

- a) De nombreux documents imprimés sont écrits par une élite pour d'autres élites, et sont souvent illisibles pour une personne ordinaire ;
- b) Les documents sont parfois écrits dans un langage complexe. Une personne cherchant des renseignements pratiques ne comprendra pas comment appliquer l'information. Dans un tel cas, le document est disponible, mais inaccessible en même temps.
- c) La plupart des dialectes locaux ont peu de documents écrits. De ce fait, il est recommandé que le CRIC recense des documents utiles décrivant les expériences d'autres communautés de la base à travers le monde. Ceux-ci pourront être directement traduits dans la langue locale afin que les précieuses expériences décrites soient accessibles à la communauté.

Malgré les problèmes susmentionnés, l'information, sous forme de publications et de documents audio-visuels, peut amener des idées de l'extérieur de la communauté. Les sources comprennent des documents provenant :

a) des agences gouvernementales

L'information provient de ministères et de différentes agences gouvernementales oeuvrant dans des domaines comme l'agriculture et l'élevage, la santé et les services sociaux, l'éducation et la formation des adultes, et les sciences et la technologie. Dans de nombreux pays, les ministères de l'agriculture et de la santé publient des magazines, des brochures et des posters. Ils ont également souvent des collections bien fournies de documents vidéos pour soutenir les services d'extension ;

b) des établissements d'éducation

Les universités, les instituts pour la formation des adultes, et les centres de recherche ;

c) des organismes de développement (à la fois nationaux et internationaux)

Comprenant les organisations non gouvernementales (ONG) et les agences bénévoles (voir encadré 3.5).

Encadré 3.5 : L'impact de l'information sur le développement

Dans le Sertao, une vaste région désertique dans le Nord-Est du Brésil où les conditions de vie sont rudes, des petits propriétaires ont reçu les conseils d'une ONG appelée Caatinga. On leur a donné accès à des informations fiables sur la façon de stocker les faibles précipitations, sur l'irrigation de base, les cultures qui croissent dans des climats désertiques, et la nourriture économique pour les chèvres et les poules. A titre d'exemple, un modeste réservoir de stockage sur une petite ferme évite aux femmes de la famille de faire cinq kilomètres à pieds plusieurs fois par jour pour chercher de l'eau du puits le plus proche.

David Spiller. « Segregation by Information » dans Library Association Record, v. 99, n° 4, avril 1997, p. 204-206.

d) des agences des Nations Unies

Ces agences, tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FOA), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), et l'UNICEF fournissent beaucoup d'informations sur le développement à la fois sous forme d'imprimés et de documents audio-visuels ;

e) des communautés donatrices

Comprenant l'Union Européenne (UE) et les Agences de Développement d'Ambassades (Suède, Allemagne, Canada, Finlande, Norvège, Danemark, Pays-Bas, Japon et autres) ;

f) de réseaux de contacts

En plus du fait de fournir des informations, certaines des organisations susmentionnées sont également utiles pour suggérer et encourager des partenariats et une communication entre des personnes et des groupes impliqués dans des projets similaires à travers le monde. De tels réseaux d'informations sont importants à la fois en tant que source d'informations et comme moyen d'échanger des idées et de partager des expériences (voir texte dans l'encadré 3.6 pour des exemples).

Encadré 3.6 : Exemples de documents produits par des organismes de développement

CTA Spore Magazine fournit des informations sur le développement agricole et rural dans les pays ACP (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique). La revue est produite par le *Technical Center for Agricultural and Rural Cooperation* (CTA – Centre Technique pour la Coopération Agricole et Rurale).

Adresse : CTA, Postbus 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : 31 317 467 100

Email : cta@cta.nl
Site Web : www.cta.nl

D+C Development and Cooperation Magazine est produit par la Fondation Allemande pour le Développement International (DES), et traite de questions générales de développement et de politique.

Adresse : D+C, P.O. Boite 100801, D-60268, Frankfort, Allemagne
Tél. : 49-69-7501-4366
Email : HDBRAUER@ca.com

TVE (*Television Trust for the Environment*) est une organisation indépendante à but non lucratif de télévision axée sur la production et la distribution de films et de vidéos portant sur des questions liées à l'environnement, au développement, à la santé et aux droits de l'homme. Elle est basée en Grande Bretagne mais possède des bureaux à travers le monde.

Adresse : TVE, Prince Albert Road, Londres NW1 4RZ, UK
Tél. : 44 (0) 20 7586 5526
Email : TVE-UK@TVE.ORG.UK

SANASO est un bulletin d'informations du Réseau Sud Africain des organisations de services dans le domaine du SIDA. Il contient beaucoup d'informations sur la prévention du VIH/SIDA.

Adresse : SANASO, P.O Box 6690, Harare, Zimbabwe
Tél. : 263-(0)4 74548
Email : sanaso@africaonline.co.zw

Werner, David. *Where There is No Doctor: A Village Health Care Manual*. Palo Alto, California : Macmillan Press, 1983.

Points de discussions et activités

- 1) Quels moyens d'identification des besoins de la communauté en termes d'informations liées au développement mentionnés dans ce chapitre fonctionneraient bien dans votre communauté ? Parmi ces méthodes, y en a-t-il une qui ne marcherait pas ? Quels autres moyens pouvez-vous utiliser pour savoir de quelles informations votre communauté a besoin ?
- 2) Y a-t-il des personnes âgées dans votre communauté qui ont des connaissances dans les domaines suivants : l'art de conter, les plantes médicinales pour les humains et pour le bétail, les technologies traditionnelles (par exemple : la poterie, le travail du fer forgé, la sculpture sur bois, ou la vannerie) ? Faites une liste de ces personnes et de leur domaine d'expertise. Qu'est-ce qui peut être fait pour s'assurer que ce savoir ne disparaisse pas ?
- 3) Si l'exemple de Cajamarca pouvait être suivi par votre communauté, sur quels sujets pourrait-on écrire au départ ?
- 4) Rendez visite à n'importe quel travailleur d'extension (agriculture, santé publique, ou développement communautaire) et voyez quelles données il a collecté sur la communauté ? Quel schéma ces données mettent-elles en évidence ? Quelles actions la communauté pourrait-elle prendre pour traiter les problèmes mis en lumière par ces données ?
- 5) Utilisez une liste de titres/références (une bibliographie) ou le catalogue d'un éditeur pour établir une liste de quelques ouvrages sur les domaines suivants du développement rural (3 titres pour chaque domaine) : l'agriculture, la santé, la génération de revenus, l'environnement, la technologie appropriée, l'enseignement pour adultes, et l'enseignement primaire. Expliquez le choix des titres que vous avez sélectionnés.

CHAPITRE 4

Partage et traitement de l'information dans la communauté

Si la mission du centre d'information est de sensibiliser par rapport aux problèmes de développement et aux questions sociales et de provoquer et stimuler les gens pour qu'ils agissent, la construction d'une base d'informations et de connaissances n'est pas suffisante.

Le modèle du Centre de Ressources pour l'Information de la Communauté (CRIC) est celui d'une agence, activement impliquée dans les buts du développement. Il sert de point d'informations central pour les projets locaux, couvrant une vaste gamme d'activités de développement communautaire. A la différence de nombreuses bibliothèques publiques, le centre de ressources n'est pas principalement un fournisseur de sources d'informations externes pour des consommateurs passifs.

Le point de départ d'un bon programme de communication, de traitement, et de partage de l'information dans la communauté est d'avoir une idée précise des schémas de recherche de l'information des membres de la communauté. Il est important de comprendre l'utilisation de l'information faite par différents groupes de la communauté. Cela permettra à chaque groupe d'avoir au moins accès à l'information minimum de base dont il a besoin.

Schémas de recherche et d'utilisation de l'information dans la communauté

Les schémas de recherche d'informations varient d'un groupe à l'autre dans une société. Les travailleurs des centres d'information doivent être au courant de ces différences et en connaître les raisons afin de soutenir l'accès à l'information pour toute la communauté. Chacun des groupes requiert des stratégies de communication légèrement différentes. Les principaux groupes nécessitant une attention particulière sont :

Les membres de la communauté semi-lettrés et nouvellement lettrés

Communiquer l'information adéquate à ce groupe est essentiel car il peut représenter jusqu'à 30% ou plus de la population adulte. Ces personnes ont de ce fait une importante contribution à faire au processus de développement de la communauté.

A présent, l'essentiel du flux de l'information les atteignant se fait par le système oral de circulation de l'information, le « bouche à oreille ». Certaines des personnes âgées de ce groupe seront des « experts » et des sources abondantes de connaissances autochtones. Il est très important de ne pas considérer le système oral de circulation de l'information comme distinct ou opposé au système d'information basé sur l'écrit. Beaucoup de l'information dont a besoin la communauté sera trouvé et pris (exploité) au sein du système d'information oral.

Stratégies de communication utiles :

a) Les clubs de lecture

Ces clubs aident les personnes semi-lettrées à améliorer et à renforcer leurs compétences dans le domaine de la lecture. Ils impliquent la lecture de journaux, de livres de lecture pour débutants et de romans. Les clubs devront également donner lieu au partage d'idées et à l'organisation de forums de discussion pour traiter de questions sociales. Le CRIC pourra inviter un conférencier pour parler d'un sujet se rapportant aux lectures des membres du club. De cette manière, les membres du club pourront partager et contribuer leurs propres pensées sur le sujet.

b) Les forums d'écoute de la radio ou de cassettes audio

Le CRIC organisera des forums d'écoute autour de programmes radio avec un contenu intéressant en matière de développement. Par exemple, la santé, les programmes d'extension et les pièces de théâtre avec des thèmes sur le développement peuvent être des sujets pertinents. A la fin du programme, les participants discuteront des différents thèmes et mettront au point des plans d'action lorsque cela sera possible.

c) Le visionnage de cassettes vidéo

Le visionnage de cassettes vidéo peut permettre au groupe de personnes semi-lettrées d'avoir accès à l'information. Les vidéos sur les thèmes du développement et des loisirs suivies de discussions contribueront à sensibiliser par rapport aux questions du développement dans la communauté.

Les membres femmes

Les femmes ont des rôles multiples dans la société africaine. Par conséquent, elles trouvent difficile, en tant que groupe, de participer pleinement à des activités de partage de l'information. La plupart des femmes travaillent dans les fermes avec les hommes. Lorsqu'elles rentrent des champs, les femmes doivent préparer le repas pour la famille, et bien souvent aller chercher l'eau et le bois pour faire du feu. Elles s'occupent des jeunes enfants et accomplissent d'autres tâches ménagères encore. Ces rôles sociaux multiples laissent peu de temps aux femmes pour participer aux activités structurées d'échange d'informations et de connaissances d'un centre d'information.

Dans certains cas, les femmes ont des problèmes supplémentaires car leurs activités à l'extérieur du foyer sont limitées par leurs époux ou les coutumes anciennes. Les femmes et les filles doivent parfois demander la permission avant de quitter leur quartier. Il est considéré qu'une femme respectable ne erre pas en public sans but. Dans certains endroits, les jeunes femmes célibataires se rendant à pieds seules à un centre d'information risquent

l'enlèvement, le viol et d'autres formes de harcèlement par les hommes de la communauté.

Encadré 4.1 : Découvrir ce que les femmes savent et ce qu'elles ne savent pas

Le conditionnement culturel des femmes insiste fortement sur l'effacement, la réticence et l'obéissance absolue comme constituants du comportement approprié des femmes de valeur et de vertu. De telles valeurs ont contribué au conditionnement des femmes et expliquent qu'elles acceptent une position de seconde catégorie par rapport aux hommes, aux parents, et dans certains cas aux descendants adultes de sexe masculin. Ces valeurs ont engendré d'autres caractéristiques comme la timidité par rapport au fait de poser des questions ou de rechercher de l'information en dehors de la famille proche. Ainsi, les femmes de la région manquent généralement de confiance ou de courage et/ou d'initiative pour s'aventurer hors des sentiers battus pour trouver des solutions aux problèmes. Ce manque d'autonomie inculqué par la culture les empêche d'exploiter leur plein potentiel et leurs connaissances, rendant ainsi difficile une évaluation juste de leurs besoins d'informations par une personne extérieure. En effet, ces contraintes reposant sur la culture peuvent représenter la barrière la plus difficile à surmonter par les spécialistes de l'information. Heureusement, l'évolution rapide des valeurs traditionnelles peut donner lieu à des demandes d'informations nouvelles et urgentes, encourageant ainsi un processus plus rapide de recherche d'informations pour trouver des solutions aux problèmes du quotidien.

Kay Raseroka, « Constraints in the Provision of Information Services to Women in the Region » dans Proceedings of SCECSAL XI, organisé à Kampala, Uganda, 21-29 juin 1990, p.140. Le document a été publié en 2000.

Stratégies de communication utiles :

- a) Trouver le lieu et le moment, lorsque la charge de travail des femmes leur permet de participer aux activités du centre d'information. Elles peuvent avoir du temps libre les dimanche ou les vendredi dans les communautés respectivement chrétiennes ou musulmanes.
- b) Des groupes de femmes peuvent former des réseaux et des clubs, de façon à pouvoir organiser des réunions au cours desquelles elles liront ensemble des documents utiles et auront des discussions. Lors de telles occasions, le CRIC pourra être fermé aux autres membres de la communauté de façon à offrir un espace adéquat aux femmes. De tels réseaux sociaux établissent une solidarité ; les réseaux confèrent aux femmes le pouvoir d'utiliser certains des services du centre d'information sans briser de codes sociaux.
- c) Les groupes de femmes peuvent se réunir au domicile de l'un des membres à tour de rôle pour discuter, visionner des cassettes vidéo ou

écouter un programme radio. De cette manière, ces groupes participent aux activités du CRIC. Des femmes d'autres parties du pays ayant réussi à mettre en place des réseaux peuvent être invitées à raconter comment elles ont procédé. Ces histoires inspireront d'autres femmes et leur donneront des idées sur la façon d'améliorer leur condition (voir encadré 4.1).

Les jeunes membres de la communauté

Les jeunes entre 13 et 25 ans occupent une position difficile. Ils ne sont ni des enfants, ni complètement des adultes. Dans la plupart des cultures, les jeunes n'ont pas des chances (occasions) égales d'exprimer leurs points de vue ou de participer pleinement aux activités de développement de leur propre initiative.

Avec le VIH/SIDA, les maladies sexuellement transmissibles (MST) et les grossesses qui surviennent trop tôt, ce groupe est en première ligne pour beaucoup des questions de développement communautaire. Les jeunes n'ont pas beaucoup d'opportunités (d'occasions) pour exprimer leurs opinions en vue de trouver des solutions aux problèmes qu'ils rencontrent, et que leur communauté rencontre.

Un autre point important est la rupture culturelle entre les générations dans la plupart des communautés. En conséquence au modèle développement basé sur la « modernisation », à l'urbanisation, et à l'effet des médias orientés vers l'occident, de nombreux jeunes sont coupés de leur propre culture. Ils essayent de copier diverses formes de cultures occidentales, mais sans succès.

Stratégies de communication utiles :

- a) Ce groupe a un grand besoin d'informations intelligentes dans les domaines basiques du comportement humain, et surtout dans le domaine de l'éducation sexuelle. L'information sur les questions se rapportant à la sexualité et à la santé reproductive est capitale pour les jeunes afin qu'ils évitent les problèmes des maladies sexuellement transmissibles (MST) et les grossesses prématurées.
- b) Familiariser les jeunes avec leur propre héritage culturel par l'intermédiaire du folklore, des chansons, de la poésie, de l'artisanat, de l'agriculture traditionnelle et des pratiques liées à la santé aide à s'assurer qu'ils ne grandiront pas dans un néant culturel.

Tous ces éléments doivent être examinés avec soin pour décider s'ils sont adaptés à la situation sociale d'aujourd'hui. La culture vit. Elle change car la culture fait partie intégrante du fait d'être humain et social. La culture doit évoluer (changer) et répondre à des situations nouvelles. La connaissance culturelle, comme toutes les formes de

connaissance, ne doit pas rester immuable sinon elle se fanera et mourra.

- c) De nombreux jeunes continueront d'être des étudiants, poursuivant leurs études. Ils ont besoin de documents éducatifs de toutes sortes, ainsi que d'un lieu calme pour étudier afin de pouvoir accomplir leur travail scolaire avec succès. Il est souvent difficile de trouver l'espace et l'environnement adéquats à la maison car il y a beaucoup de monde et aucun endroit pour travailler.

La section suivante passe en revue une vaste gamme de services d'information que le CRIC peut progressivement mettre en place pour servir toute la communauté.

Types de services d'information

Les campagnes d'information

Le concept (l'idée) de campagne fait référence aux échanges d'informations intenses, axés sur un sujet particulier, pour une durée précise. Ce type de communication contribue à créer le climat social nécessaire au développement et à l'adoption d'idées nouvelles sur un thème spécifique. Les campagnes d'information peuvent être organisées autour de sujets précis comme le planning familial et l'utilisation de contraceptifs, la sensibilisation par rapport au VIH/SIDA, les droits égaux pour les filles, la plantation d'arbres, la sensibilisation par rapport à l'environnement et la semaine de l'alphabétisation pour ne citer que quelques exemples.

Les campagnes peuvent aussi être nécessaires pour soutenir les services proposés par d'autres agences ou programmes. Le but est de promouvoir et d'utiliser les services au maximum. Prenons comme exemple l'immunisation des enfants. La communication au CRIC fournit toutes les informations sur l'événement : quand et où cela aura lieu et pourquoi c'est important. La communication fait prendre conscience aux membres de la communauté des problèmes sociaux qui surviendront s'ils ne font pas immuniser leurs enfants. De cette façon, les membres de la communauté peuvent prendre une décision basée sur l'information qu'ils ont reçue.

Les campagnes peuvent également être organisées aux niveaux national ou international. Il y a généralement des dates fixes pour marquer certains événements chaque année. Le centre d'information doit noter ces dates et préparer la communauté à participer à ces événements. Le CRIC contactera toutes les parties concernées, organisera des forums de discussions, et fera le suivi des événements aux niveaux nationaux et internationaux.

Les ateliers de formation

Des activités de formation structurées sous forme de brefs ateliers et séminaires sont importantes pour l'apprentissage rapide de connaissances et de compétences. Le CRIC devra organiser ce type d'activités de formation. Par exemple, un groupe de petits agriculteurs peut apprendre ensemble comment cultiver les tomates et d'autres produits d'horticulture. Ils peuvent ensuite discuter de la meilleure façon de mettre les idées en pratique dans leur communauté. Les petits fermiers peuvent également mener des expériences (projets pilotes) dans leur communauté pour tester ce qu'ils ont appris. A travers cette méthode, ils découvriront comment appliquer au mieux les idées nouvelles. Les expériences serviront aussi à mettre le groupe en confiance et à lui permettre de dépasser l'apprentissage par cœur. Ils auront ainsi le pouvoir de défendre et de soutenir la diffusion des connaissances nouvelles.

Il existe de nombreux domaines où le CRIC peut organiser et soutenir des ateliers de formation dans la communauté. Des sujets présentant un intérêt sont par exemple : les relations entre les genres, les récoltes résistant à la chaleur, comment former des sociétés de crédits, la prise de conscience par rapport à l'environnement, le contrôle de l'érosion du sol, la préparation d'un plan économique/commercial simple, la gestion de l'eau dans la communauté, la scolarisation des filles, et l'élevage du bétail laitier.

Des personnes ressources peuvent venir des services d'extension, d'institutions partenaires, d'ONG, d'agences donatrices, de départements gouvernementaux, d'institutions d'enseignement et de groupes de fermiers.

Les visites sur le terrain

A travers le pays (et dans les pays voisins), de nombreuses autres communautés, ONG et départements gouvernementaux gèrent des problèmes similaires à ceux que la communauté essaie de traiter. Une visite de terrain dans un village voisin peut transformer les membres de la communauté en chercheurs de connaissances indépendants (autonomes). A travers l'expérience d'une visite et d'échanges, ils peuvent voir ce que d'autres ont fait et décider de quelles pratiques peuvent être adaptées à leur communauté.

Le rôle du CRIC est tout d'abord d'identifier des lieux potentiels pour des visites de terrain. Ensuite les personnes travaillant au sein du CRIC discuteront des buts de ce type de visites avec la communauté, si cela semble être une bonne idée. Si l'endroit est éloigné, il sera peut-être nécessaire de trouver un financement. Après une visite de terrain, plusieurs choses doivent être faites :

- a) les participants de la visite sur le terrain doivent rapporter en détail au reste de la communauté ce qu'ils ont vu et leurs points de vue sur ce qui peut être adopté de façon utile dans leur propre communauté. Une discussion devra suivre et une décision devra être prise par rapport à un plan d'action ;
- b) lorsque cela est applicable, des expériences (projets pilotes) peuvent encore une fois être menées à une petite échelle afin de tester l'idée et son éventuelle adaptation à la communauté. Au cours du projet pilote, il sera possible de découvrir s'il y a des problèmes potentiels qui n'ont pas été mis en évidence lors de la brève visite de terrain.

Le principe, dans ce type d'activité, est de renforcer l'aptitude de la communauté à évaluer et à adapter la connaissance provenant de l'extérieur pour qu'elle corresponde à sa propre situation et à ses valeurs sociales. Cette action place la connaissance et l'apprentissage entre les mains des hommes et de femmes ordinaires dans la communauté. Le fait de prendre possession de la connaissance leur donne du pouvoir et de l'assurance.

Le bulletin d'informations de la communauté

Un bulletin d'informations sert à informer la communauté de ce qui se passe et de ce qui est prévu en termes d'activités de partage et d'échange d'informations. Le bulletin d'informations peut paraître tous les deux mois ou plus fréquemment lorsqu'il y a des nouvelles importantes à partager. Nous suggérons que vous choisissiez un nom local signifiant nouvelles du village. Affichez des copies du bulletin d'informations sur des panneaux au centre d'information et dans d'autres lieux publics, y compris dans les églises, mosquées et magasins.

Choisir l'information la plus importante pour la diffusion

La distribution de l'information doit être principalement axée sur les priorités du développement communautaire. Il y a des chances pour que l'information sur l'agriculture, la génération de revenus, l'éducation des adultes et l'enseignement formel, la sensibilisation par rapport à l'environnement, et la santé soient des priorités. Ces informations peuvent être diffusées de plusieurs façons, y compris par l'intermédiaire du bulletin d'informations, de sessions d'information et d'annonces.

Les présentations vidéo

Une activité populaire est la présentation de vidéos aux centres d'information, lorsqu'il y a un lecteur vidéo. Pour promouvoir les présentations, le CRIC peut afficher des posters sur les arbres le long des routes principales dans le village et sur les panneaux d'affichage de la

communauté. Le centre devra compter sur l'énergie solaire ou sur un groupe électrogène s'il n'y a pas d'électricité.

Lecture et emprunts : l'utilisation des documents du centre de ressources

Une activité majeure du CRIC sera de proposer aux citoyens l'accès à ses documents. Ces documents peuvent être lus au centre ou empruntés par les membres de la communauté. La plupart des documents empruntés le seront à des fins d'éducation, de récréation, économiques et de génération de revenus, et d'alphabétisation des adultes. Les centres ont besoin d'avoir un système pour enregistrer les noms des personnes qui empruntent et un planning pour le retour des documents. Les journaux écrits dans la langue locale ont toujours du succès. A la fois les dernières parutions et les anciens numéros seront lus au centre.

Les réunions

Le personnel peut souhaiter inviter divers comités de développement à se réunir dans le centre. Si une réunion a lieu, il est conseillé de fermer la bibliothèque au public, mais une annonce doit être affichée pour prévenir de la fermeture.

Le soutien aux services d'extension

Le CRIC peut souhaiter soutenir des activités communes avec d'autres services d'extension. Par exemple, les travailleurs du domaine de l'agriculture ou de la santé peuvent être invités à faire des conférences au centre d'information sur des thèmes identifiés par la communauté. Des groupes d'alphabétisation et de lecture peuvent également organiser des réunions au centre pour discuter des progrès de leurs activités, organiser des cours ou des cérémonies de remise de diplômes.

Les jeux et activités culturelles

Les activités artistiques et les jeux de société constituent une autre activité populaire que le Centre de Ressources et d'Informations peut proposer. Ceux-ci peuvent inclure le dessin, les jeux de cartes et d'autres jeux locaux populaires, le jeu de l'oie, le monopoly et les échecs traditionnels. Ce type d'activités peut aider à combler le manque d'infrastructures récréatifs et de loisirs dans de nombreuses communautés rurales, en particulier pour les jeunes. Dans certains cas, un terrain de football ou de netball serait aussi le bienvenu pour les jeunes. Dans beaucoup de communautés rurales, boire de l'alcool est la seule forme de loisir. Cette activité a de graves conséquences économiques et sur la santé.

Production et évaluation de la connaissance

La plupart des systèmes d'information servant les peuples ruraux estiment que toute la connaissance scientifique et technique est la propriété des personnes instruites, dont les travailleurs d'extension, les agents gouvernementaux, les infirmiers et les enseignants. Les CRIC doivent nourrir une autre perspective pour réussir leur mission. Le CRIC gère et propose l'accès à la connaissance en matière de développement en vue de renforcer le pouvoir de tous les membres de la communauté, pas pour que le contrôle soit continuellement entre les mains du groupe instruit. Le contrôle par l'intermédiaire du système de connaissances est mauvais car il peut mener au désespoir. Il est de coutume de penser que seules les personnes « éduquées » connaissent toutes les réponses aux problèmes de développement. Ceci n'est pas vrai du tout. Ce n'est qu'un mythe.

Deux des défis clés du CRIC sont de convaincre la communauté que :

- a) La connaissance ne provient pas seulement des cerveaux des experts ; la production de la connaissance est une création humaine. Depuis le début des temps, les être humains ont fait des découvertes. Ils ont appris à fabriquer et à utiliser les premiers outils de pierre, à apprivoiser les animaux, et à faire pousser des plantes pour répondre à leurs besoins.
- b) L'évaluation de chaque information est nécessaire car le sens de la plupart des informations n'est pas figé. L'information est subjective. Son sens repose sur les conditions historiques, culturelles et sociales que les usagers lui attribuent. Par ailleurs, le fait de connaître les buts et l'origine de la personne qui communique l'information aide souvent à l'interpréter. Par exemple, un(e) infirmier(e) dans un centre de santé peut dire à un groupe de mères de bébés sous-alimentés de nourrir leurs enfants avec des aliments sains comportant les substances nutritives nécessaires. L'infirmier(e) peut traduire 'aliments nutritifs' par des aliments spécifiques tels que les œufs, la viande, les carottes et le pain. Chaque mère doit traiter cette information pour qu'elle corresponde à sa situation sociale. En d'autres termes, elle obtiendra d'autres informations sur les autres aliments que la famille peut cultiver pour que le bébé récupère sa bonne santé.

Les mères possédant ces connaissances capitales deviennent des communicatrices. Elles partagent avec les autres membres de la communauté leurs propres connaissances renforcées par l'intermédiaire d'anecdotes personnelles et de visites dans les familles ayant des enfants souffrant de malnutrition.

Infrastructures et équipement

Pour un centre d'information, où l'espace physique ne représente qu'une petite partie d'une stratégie d'information plus vaste pour le développement de la communauté, certaines infrastructures et certains équipements sont nécessaires (essentiels).

Pour mettre la stratégie d'information en œuvre, le CRIC doit avoir une grande pièce pour pouvoir tenir des réunions publiques, des exposés, des forums de discussions et des réunions de comités. Cette même salle peut servir aux présentations vidéo et aux films. Si le CRIC ne possède pas sa propre grande pièce, des arrangements peuvent être convenus avec les écoles et les groupes religieux pour utiliser leurs infrastructures.

Dans le CRIC, des documents imprimés, des posters, des cartes et des brochures soigneusement sélectionnés sont nécessaires. Le stockage de ces documents requiert des étagères, des boîtes pour les brochures, et des placards. Quelques tables et chaises sont également nécessaires.

Il faut aussi trouver de l'espace à l'intérieur du local pour stocker les objets culturels et les articles de valeur culturelle. Une exposition permanente d'arcs, de flèches, de carquois, de binettes, de pots, de tissus, de paniers et de gourdes traditionnels et autres outils doit figurer à côté des livres et des brochures provenant du monde extérieur. Des cartes historiques, des photographies anciennes et récentes, doivent toutes être traitées avec soin et exposées pour donner à la communauté sa propre identité.

L'équipement de base que le CRIC doit essayer d'avoir est :

a) Une machine à écrire pour préparer les bulletins d'informations, les lettres et autres formes de correspondance. Dans les cas où plusieurs CRIC travaillent ensemble, une machine à écrire peut être partagée par plusieurs communautés. Des panneaux d'affichage pour la communauté dans les lieux de rencontres seraient utiles pour afficher les annonces et le bulletin d'informations.

b) Un lecteur vidéo serait également très utile pour pouvoir passer des vidéos sur divers thèmes liés au développement. Un magnétophone-radio serait aussi profitable pour les clubs d'écoute d'émissions de radios et pour enregistrer le savoir autochtone des personnes âgées de la communauté. Cet équipement peut être partagé par plusieurs communautés ou par plusieurs partenaires.

Le dialogue du CRIC avec la communauté

Une partie du processus de communication de l'information doit être un processus à double sens. Les animateurs-informateurs et les volontaires deviennent les personnes à informer. Ils apprennent à écouter et à avoir une attitude humble

devant les gens. Quelles sont les questions qui font fortement réagir la communauté ? Des discussions sur ces points et leurs causes peuvent conduire le CRIC et la population à entrevoir la possibilité de changements dans leur situation. Il peut être facile de parler de certains problèmes comme la sécheresse, le manque de bois pour le feu, les crimes, une nouvelle route, la famine et le manque de moyens. D'autres sujets comme l'abus sexuel des enfants, l'alcoolisme et le virus du VIH/SIDA peuvent être plus difficiles à amener à la surface car le fait d'en parler est tabou. A travers les discussions, les animateurs informateurs peuvent aider les gens à trouver un nouvel espoir lorsqu'ils affrontent leurs problèmes ensemble (coopération) et développent ensemble leurs provisions d'énergie. Canaliser l'énergie et la transformer en action est une étape importante dans la bataille.

Encadré 4.2 : Assurance de la communauté

La liberté et le développement sont aussi étroitement liés que le sont les poules et les œufs ! Sans poules on ne peut pas avoir d'œufs ; et sans œufs il n'y a bientôt plus de poules. De la même façon, sans liberté on n'a pas de développement, et sans développement on perd rapidement sa liberté... Le développement amène la liberté, dans la mesure où il s'agit de développement des personnes. Mais on ne peut pas développer les êtres humains ; ils ne peuvent que se développer eux-mêmes. Alors qu'il est possible pour un étranger de construire la maison de quelqu'un d'autre, un étranger ne peut pas donner la fierté et la confiance en tant qu'être humain à une personne. Ces choses là doivent être créées par les gens à l'intérieur d'eux-mêmes, par leurs propres actions. Ils se développent par ce qu'ils font ; ils se développent eux-même par leurs propres décisions, en améliorant leurs connaissances et leurs capacités, et par leur entière participation –en tant qu'égaux- dans la vie de la communauté dans laquelle ils vivent...

Julius K Nyerere, Freedom and Development, p. 58

Lorsque les groupes suggèrent quelque chose de concret qu'ils peuvent faire pour régler l'un de leurs problèmes, le CRIC doit encourager et soutenir l'action. Le CRIC peut participer autant que possible et aider les groupes à évaluer le résultat. Cette forme d'autonomie aide les gens à redécouvrir combien ils peuvent être puissants lorsqu'ils travaillent ensemble. De tels projets, cependant, ne sont pas une fin en soi. Ce sont les premiers pas vers une prise de conscience critique, et ils peuvent être la plate-forme à partir de laquelle d'autres programmes seront lancés dans la communauté pour régler d'autres questions de développement (voir encadré 4.2).

De cette façon, le CRIC soutient l'apprentissage et la transformation participative (voir encadré 4.3).

Encadré 4.3 : Centres d'information pilotés par le dialogue

Le dialogue exige de la patience, de l'humilité et une profonde croyance au fait que les animateurs-informateurs et les volontaires ont des choses à apprendre des personnes ordinaires. Certaines des caractéristiques sont l'ouverture par rapport aux idées nouvelles, une volonté d'engager les discussions sur un pied d'égalité, et un espoir profond que le changement dans les communautés rurales est possible et effectivement en retard.

Le dialogue exige aussi une grande confiance en l'être humain, au pouvoir des hommes de faire et de refaire, de créer et de recréer, la croyance que la vocation d'être entièrement humain est un droit acquis à la naissance par tous, pas seulement le privilège de l'élite.

Fondé sur l'amour, l'humilité et la foi, le dialogue devient une relation horizontale de confiance mutuelle. La confiance est établie par le dialogue ; elle ne peut exister que si les mots de chaque partie coïncident avec leurs actions.

Le dialogue ne peut pas non plus exister sans espoir. L'espoir trouve racine dans notre imperfection humaine, à partir de laquelle nous nous extériorisons dans une recherche continuelle, une recherche qui ne peut être menée qu'en communion avec d'autres personnes. Tant que je me bats, je suis touché par l'espoir, et je me bats avec espoir, donc je peux attendre.

Finalement, le véritable dialogue ne peut exister que s'il implique une réflexion critique, une réflexion qui voit la réalité comme un processus, en mutation, une réflexion qui ne se détache pas de l'action mais s'implique continuellement dans la véritable bataille sans crainte des risques impliqués.

Adapté à partir de Paulo Freire. Pedagogy of the Oppressed, p. 62

Points de discussions et activités

- 1) Invitez des personnes semi-lettrées à une discussion et découvrez :
 - a) Comment elles obtiennent des informations pour résoudre les problèmes ;
 - b) Ce qu'elles ressentent par rapport au fait de ne pas savoir lire et écrire ;
 - c) Quel savoir elles possèdent qui pourrait profiter à d'autres membres de la communauté.

- 2) Organisez des discussions avec un groupe de femmes et avec un groupe d'hommes, séparément, sur les restrictions imposées aux femmes dans la communauté. Est-ce que les points de vue des deux groupes sont différents ? (Parfois les hommes ne se rendent pas compte des limites oppressantes auxquelles les femmes dans leur communauté doivent se soumettre). Organisez une discussion commune dans laquelle les points de vue des deux groupes sont rapportés. Demandez des solutions pour permettre aux femmes de participer pleinement aux activités d'échange d'informations.

- 3) Discutez avec un groupe de jeunes de leur vision du développement de leur communauté et de leur avenir dans la communauté. Comment et où échangent-ils des informations dans la communauté ? Comment souhaiteraient-ils que les services et activités liés à l'information soient organisés afin de toucher tous les jeunes de la communauté ?

- 4) Faites une liste de toutes les dates qui sont célébrées dans votre pays. Lesquelles pensez-vous qu'il faudrait célébrer dans votre communauté ? Comment la communauté peut-elle se préparer pour réellement participer à ces activités ?

CHAPITRE 5

Assurer la pérennité du Centre de Ressources pour l'Information de la Communauté

Pérennité

Un CRIC naît lorsqu'un groupe d'activistes au sein d'une communauté ou d'une ONG, un travailleur d'extension, un(e) bibliothécaire ou un chef religieux reconnaît qu'il existe un véritable besoin. Le rôle du CRIC est de distribuer l'information liée au développement de manière systématique pour accélérer le développement de la communauté. Le besoin est souvent ressenti lorsqu'il y a des problèmes majeurs dans les domaines de l'hygiène, de la nutrition, des soins de santé, de la technologie adéquate, de l'alphabétisation des adultes, de l'éducation formelle ou de l'agriculture. De telles crises nécessitent la diffusion d'une quantité accrue de connaissances de base à la communauté dans son ensemble.

Le moteur de la création d'un CRIC est la prise de conscience que la communauté a un accès limité à l'information qui doit permettre à ses membres de prendre des décisions et d'entreprendre des actions pour diriger et contrôler leur avenir. Toutefois, ce dont les gens ne se rendent souvent pas compte est que le fait de créer un centre de ressources pour l'information est plus facile que d'assurer ensuite sa survie. Pour survivre, il faut que le centre devienne une force durable et intégrale dans le combat pour le développement de la communauté. Bien souvent, la fin d'un cycle de financement provenant d'une agence extérieure marque la fin des activités du CRIC dans la communauté. Pour qu'un centre de ressources pour l'information perdure, plusieurs points doivent être traités.

Participation et gouvernance

L'un des éléments clés pour atteindre la pérennité est la participation de toute la communauté dans toute la gamme des activités du CRIC. Un CRIC ne survivra pas s'il est imposé à une communauté qui n'est pas informée de ce qui est proposé aux citoyens.

Certaines des étapes que nous suggérons sont :

- a) Les personnes qui créent un CRIC peuvent former un comité de pilotage. Le rôle de ce comité sera de mettre au point un document expliquant pourquoi la communauté a besoin d'un centre de ressources pour l'information, de quel genre de CRIC il s'agit, et quels seront ses objectifs clés.
- b) Une fois ce premier travail accompli, le comité de pilotage devra chercher une occasion pour rendre compte à la communauté. Avant une réunion à cet effet, les membres du comité de pilotage parleront du CRIC aux leaders politiques et aux leaders connus de la communauté, ainsi qu'à d'autres dirigeants de la société civile tels que des leaders religieux ou les aînés dans la communauté. Le but de ces discussions sera d'obtenir leur soutien.

- c) L'endroit idéal pour placer le CRIC sur l'agenda de la communauté est au cours d'une réunion publique. Cependant, certaines communautés n'organisent pas des réunions publiques régulières pour l'ensemble des habitants. Elles ont un conseil de la communauté ou des comités de développement du village qui tiennent des réunions de représentants. Ces groupes prennent alors des décisions pour le compte de toute la communauté. Le comité de pilotage doit parler à toute structure existante, tant que celle-ci est considérée comme un forum légitime pour discuter des affaires de la communauté.
- d) L'approbation de la structure gouvernante de la communauté doit être suivie de la création de sous-comités pour régler des points particuliers. Ceux-ci comprennent :
- trouver une salle ;
 - collecter des fonds et d'autres ressources ;
 - identifier les besoins en terme d'informations de la communauté ;
 - faire le marketing du centre d'information auprès de tous les habitants de la communauté.

Les sous-comités mettront au point un plan d'action pour vérifier que les actions approuvées soient effectuées à temps. Un plan d'action est une liste de toutes les tâches qui doivent être avec les noms des personnes responsables de chacune. La date pour rendre compte au comité (délai) sera également indiquée. Le comité de pilotage ou le conseil sera responsable de vérifier que les actions se déroulent dans les délais.

Comptes-rendus et rapports à la communauté

Il est important que la communauté ait régulièrement des rapports de suivi de la performance. Après la première série d'activités et une fois que les réunions sont plus fréquentes, le comité du CRIC fera des comptes-rendus à la communauté trois fois par an. Le président du comité de pilotage du CRIC, avec des membres de divers sous-comités, présentera ce compte-rendu public. Dans certains cas, il peut être judicieux de choisir une personne connue dans la communauté pour représenter le CRIC.

Gestion et coordination

La communauté devra élire un comité de pilotage chaque année pour gérer le centre d'information. Le comité aura un président qui s'assurera que tout fonctionne sans problème. Dans l'idéal, il doit y avoir une série de règles (une constitution ou un règlement) qui gouverne le centre d'information.

Les bénévoles mettront en application beaucoup des stratégies de communication de l'information. Le titre d'Animateur informateur peut être donné à la personne responsable du CRIC. Sa tâche principale sera de

développer les échanges et la circulation de l'information dans la communauté pour soutenir les activités de développement communautaire. L'Animateur informateur et les bénévoles ne sont pas des patrons. Lorsqu'ils effectuent leurs tâches, ils seront guidés par les buts du centre de ressources pour l'information (voir encadré 5.1 pour avoir un exemple).

Encadré 5.1 : Buts d'un centre d'information

Quels sont les buts ? Bien que tous les systèmes d'information locaux ne partagent pas des buts identiques, il semble que l'on puisse identifier plusieurs catégories générales. Celles-ci comprennent : les buts destinés à créer des liens, les buts éducatifs, et les buts orientés vers l'action.

a) Les buts destinés à créer des liens

En plus du fait de regrouper et de documenter les expériences locales, les centres de ressources peuvent rechercher la coordination et l'échange avec d'autres centres d'information à divers niveaux, afin de créer des liens pour que la population locale puisse profiter des expériences et de la connaissance créées ailleurs.

b) Les buts éducatifs

Ceux-ci peuvent reposer sur le fait d'encourager les gens à apprendre des choses sur eux-même et sur les autres, à prendre conscience de leurs propres problèmes, et à comprendre la relation qui existe entre ces derniers et les structures sociales, politiques et culturelles existantes. Ils peuvent aussi avoir pour objectif de créer un forum pour que les gens puissent exprimer leur besoin d'avoir plus d'informations et d'éducation.

c) Les buts d'actions

Les centres d'information locaux peuvent servir de points centraux aux actions communautaires en aidant les gens à acquérir les ressources en information nécessaires pour la prise de décision, la planification, et l'action constructive par rapport à leurs environnements.

Michigan State University. The NFE Exchange, n° 21, p.4.

Formation

Il est important que les personnes qui gèrent le centre de ressources et d'information reçoivent une formation pour que tous aient la même compréhension du rôle du CRIC dans la communauté. Il est également important que tous ceux qui travaillent dans le CRIC utilisent les mêmes systèmes (procédures) pour l'enregistrement et l'organisation des documents d'information, et pour la programmation des activités du CRIC.

Mission et vision

L'énoncé de mission du CRIC aide à identifier et à promouvoir les objectifs à long terme du centre d'information. Il s'agit d'un énoncé puissant des raisons pour lesquelles le centre existe. Il inspire et motive toutes les personnes qui donnent leur temps et leurs ressources au projet. Le CRIC pourrait avoir l'énoncé de mission suivant : **La mission du CRIC est d'accélérer le développement communautaire et la transformation rurale, d'immortaliser la connaissance autochtone, et de renforcer la participation et le pouvoir de la communauté en donnant accès à un stock de connaissances et d'informations de base à toute la communauté.**

Impact du CRIC sur le développement de la communauté

Le but du CRIC est de stimuler le développement de la communauté en offrant un accès à l'information qui sensibilise aux questions de développement urgentes. Si la majorité des personnes dans la communauté sont capables d'identifier ou de prouver que des changements ont eu lieu dans leurs vies grâce à l'information et aux connaissances obtenues par les programmes du CRIC, la volonté de continuer sera forte.

Pour avoir un impact sur le développement communautaire, le CRIC devra peut-être être très stratégique dans ses choix en ce qui concerne le type et l'étendue des informations qu'il distribue. Par exemple, si le CRIC essaye d'en faire trop, trop rapidement, il ne réussira pas forcément. Il vaut mieux bâtir l'expérience et les ressources d'une manière progressive et ordonnée. Il est de ce fait important de choisir quelques thèmes en demandant à l'ensemble de la communauté quels sont leurs besoins les plus importants en matière d'informations. Le CRIC devra ensuite offrir des informations sur les sujets sélectionnés. Il y a des chances pour que les choix comprennent :

- a) L'éducation et l'alphabétisation ;
- b) L'agriculture et l'environnement ;
- c) La santé ;
- d) Les loisirs et les divertissements ;
- e) La connaissance autochtone et locale ;
- f) La génération de revenus.

Encadré 5.2 : Les objectifs du service de bibliothèque rurale en Uganda

Les objectifs de développement du service de bibliothèque rurale proposé en Uganda ont mis l'accent sur les améliorations du niveau de vie :

- a) Stimuler la créativité et la production économique des peuples ruraux en les exposant à des informations sur les méthodes de production modernes, par exemple dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage ;
- b) Promouvoir un meilleur niveau de vie en permettant aux peuples ruraux de bénéficier d'informations sur les conditions de vie hygiéniques, la nutrition saine, la technologie appropriée, etc.
- c) Améliorer le bien-être des femmes rurales en leur donnant accès à des informations sur la génération de revenus à petite échelle, sur les arts ménagers et le planning familial ;
- d) Contribuer aux efforts du gouvernement pour élever le niveau de vie des peuples ruraux par une sensibilisation accrue.

K. Krogh. Uganda : Pilot Project for Rural Library Services, 1992.

Lors des ateliers de formation qui seront organisés de manière régulière pour la communauté, il devrait être possible de faire ressortir les domaines prioritaires dans chacun des secteurs susmentionnés. A la fin de chaque année, il faudra organiser une réunion pour obtenir les commentaires de la communauté sur la façon dont les activités du CRIC ont affecté leurs vies. Les suggestions et commentaires de la communauté devront servir de base au plan d'action pour l'année suivante.

Collecte de fonds et budgétisation

Apprendre à collecter des fonds et à préparer un budget sont des tâches très importantes pour un CRIC qui souhaite avoir un programme d'information solide pour la communauté.

Le point de départ pour collecter des fonds est local. Des idées sont :

- a) Demander des contributions aux membres de la communauté ;
- b) Vendre des gâteaux, petits pains, autres types de nourriture ou petit bétail ;
- c) Travailler avec d'autres organisations locales tels que les églises/mosquées, les organisations féminines et les clubs de jeunes pour collecter des fonds. La collecte de fonds locale présente un avantage. Elle aide toute la communauté à développer un esprit de propriété par rapport au CRIC.

Collecte de fonds auprès de donateurs et d'agences de financement

Le comité du CRIC devra aussi apprendre à obtenir des fonds auprès d'agences de financement. La plupart de ces agences demandent un plan de projet pour le financement préparé par le comité. L'agence a généralement un formulaire sur lequel le plan de projet doit être présenté.

Le plan de projet doit clairement énoncer ce pour quoi les fonds seront utilisés. Les agences de financement demandent aussi des rapports de suivi de la performance à des intervalles réguliers pour identifier ce qui a été dépensé pour les diverses activités. A la fin de la période de financement, un rapport final est exigé. Un CRIC peut aussi joindre des photos de ses activités. Les agences de financement aiment utiliser de telles photos pour appuyer l'obtention d'autres ressources auprès de leur organisation mère. Une exigence importante pour la gestion correcte des fonds est l'ouverture d'un compte bancaire (voir encadré 5.3 par exemple).

Encadré 5.3 : Plan de projet pour le financement

Nous voulions montrer à ceux qui financent qu'ils devaient nous donner de l'argent, donc nous leur avons fourni beaucoup d'informations. Nous avons joint au budget les renseignements suivants sur notre centre de ressources :

1. Le nom et l'adresse du centre de ressources.
2. Une brève description et un historique de la communauté Ulwazi et de son environnement.
3. Un historique sur le démarrage du centre de ressources.
4. Les buts généraux et les objectifs à court terme et à long terme.
5. Un court rapport de suivi de la performance depuis le lancement du projet jusqu'au moment présent.
6. Des informations sur notre façon de gérer, surveiller et rendre compte de nos finances, et nos procédures de comptes-rendus.
7. Une lettre de motivation expliquant pourquoi nous avons besoin des fonds demandés et comment nous les utiliserons.
8. Un plan de travail pour l'année à venir montrant comment nous utiliserons le budget.
9. Des détails sur le personnel travaillant au centre de ressources.

Libby Dreyer et Jenni Karlsson, Ulwazi for Power and Courage : Guide to Starting a Resource Centre. p.44

Rémunération de l'Animateur informateur

Gérer un centre de ressources à grande activité est un travail difficile. Au départ, l'Animateur informateur travaillera bénévolement. Lorsque les activités du centre se développeront cependant, la communauté devra peut-être décider quelle rémunération pourra être proposée pour le travail effectué par l'Animateur informateur. Si la personne reçoit déjà un salaire d'une agence gouvernementale (par exemple, en tant que travailleur d'extension, enseignant, enseignant pour adulte, ou travailleur du développement communautaire), il se peut qu'elle se porte bénévole et ne demande pas de salaire. Dans ce cas, le succès du centre d'information est considéré comme partie intégrante de son travail.

Si l'Animateur informateur n'est pas payé par une agence, la communauté devra décider comment le rémunérer pour son travail de gestion du centre. Il se peut que la communauté décide par exemple de collecter une petite redevance dans le cadre des activités du CRIC pour générer des revenus. Cette redevance pourrait contribuer à payer un petit salaire à l'Animateur informateur. Les habitants de la communauté peuvent aussi décider de payer la personne en nature. Les membres de la communauté pourraient par exemple travailler de façon régulière dans le jardin de l'Animateur informateur.

Il peut également être possible de rédiger un plan de projet à soumettre à une agence de financement pour que celle-ci fournisse une partie de la rémunération de l'Animateur informateur. Ce type d'accord ne durera que jusqu'à la fin du projet cependant.

La plupart des personnes travaillant pour le centre d'information devront le faire sur la base du volontariat, car il n'y aura pas les fonds nécessaires pour leur payer à toutes un salaire.

La volonté du peuple

La ressource la plus précieuse n'est pas l'argent collectée auprès d'agences gouvernementales ou de financement, mais la volonté du peuple de créer et de faire vivre un centre d'information.

Si la communauté décide d'attendre qu'elle soit riche et possède suffisamment d'argent, elle ne pourra jamais démarrer un centre de ressources, ni lancer la construction d'une bonne route, d'une école, ou n'importe quel autre projet de développement. Il est nécessaire de construire avec ce que la communauté possède.

Parce que les africains ont vécu de longues périodes de dépendance lors des stratégies de développement nationales, la plupart de nos peuples ont oublié leurs véritables forces. Ils sous-estiment ce dont ils sont capables (voir encadré 5.4 pour une histoire sur le courage).

Encadré 5.4 : L'histoire d'une femme courageuse

Il était une fois une femme qui était mariée à l'homme le plus fort du village. Elle était satisfaite et se sentait en sécurité vis à vis de tous ceux qui pourraient lui faire du mal dans le village. Un jour, un lion est arrivé jusqu'à leur maison dans la nuit. Son mari, voyant que le lion était déjà à l'intérieur de la maison et parce qu'il n'avait pas d'arme à la main, s'est échappé en courant par une minuscule fenêtre à l'arrière de la maison. Il s'est dit, « je peux toujours prendre une autre femme, mais où puis-je trouver une autre vie si le lion me tue ? » La femme, qui faisait la cuisine à

ce moment là, ne pouvait pas se sauver et laisser son jeune bébé qui dormait sur un matelas à même le sol. Elle a attrapé une casserole d'eau bouillante et l'a versée sur la tête du lion. Avant que le lion ne se soit remis de sa douleur, elle attrapa une branche en feu de la cheminée et la planta dans la bouche ouverte du lion, qui partit en courant, hurlant de douleur. La femme et son bébé ont ainsi été sauvés. La morale de l'histoire : nous sous-estimons tous ce dont nous sommes capables jusqu'à ce que nous n'ayons pas d'autre solution. Nous découvrons alors une force intérieure jusque là insoupçonnée.

Il est important de travailler avec la communauté vers la redécouverte de sa propre force, sagesse et humanité. La communauté peut, par exemple, se porter volontaire pour fabriquer des briques, déblayer le site de construction, et adopter une approche autonome vis à vis de la création de leur centre d'information. L'étude de cas qui suit est un bon exemple pratique de ce qui a été réalisé par deux communautés déterminées en Ethiopie.

Construire une base de ressources locales

Plus de 7000 salles de lecture ont été créées à travers l'Ethiopie au cours des vastes campagnes d'alphabétisation du milieu des années 1980. La grande majorité de ces salles de lecture sont devenues inactives une fois les campagnes d'alphabétisation terminées. Douze (12) salles de lecture en Éthiopie occidentale (Illubabor) ont toutefois survécu, essentiellement grâce au soutien des agents locaux responsables de l'éducation et de particuliers. Ces personnes étaient engagées dans le fait d'offrir des services d'information dans ces communautés rurales.

Illubabor est une région rurale située à 600 km de Addis Ababa. Son économie est largement basée sur le café. En 1998, les représentants de ces 12 salles de lecture ont organisé un forum informel visant à partager leurs expériences et à renforcer leur capacité à gérer et à fournir des services d'information plus utiles à leurs communautés. Les salles de lecture ont alors entamé un processus destiné à se transformer en *centres de ressources pour l'information de la communauté*.

Six besoins relatifs au renforcement des capacités ont été identifiés par l'intermédiaire d'une série de consultations avec chaque comité de gestion des salles de lecture, le Bureau de l'Éducation de Illubabor et Oxfam Canada. Les six compétences étaient :

1. Être capable d'améliorer la compréhension du rôle des bibliothèques dans les régions rurales.
2. Être capable de planifier stratégiquement.
3. Être capable d'organiser un forum/réseau avec d'autres Comités de Bibliothèques à Illubabor.

4. Etre capable de développer des systèmes de comptes-rendus.
5. Etre capable de promouvoir les documents de lecture à Oromiffa.
6. Etre capable de se procurer les ressources financières nécessaires pour des opérations efficaces dans les bibliothèques.

Une préoccupation majeure pour tous les participants était de trouver le moyen d'assurer la pérennité des services offerts par chaque salle de lecture. Deux des six capacités traitaient la question de la pérennité des centres d'information de la communauté. La première était « la capacité à trouver les ressources financières nécessaires pour des opérations efficaces dans les salles de lecture ». La seconde était « la capacité de développer des systèmes de comptes-rendus ».

Deux fonds spéciaux ont été créés avec le soutien financier de Oxfam Canada et du gouvernement canadien. Le *Fonds pour l'Acquisition de Livres* a permis aux 12 comités de grouper leur commande de documents de lecture et de référence et d'obtenir une réduction de 5% de la part des éditeurs de Addis Ababa sur ces achats en gros. Le *Fonds de Réhabilitation* a fourni le soutien financier nécessaire pour améliorer la structure physique des salles de lecture. Le Forum s'est rendu compte dès le départ qu'il fallait chercher au-delà de l'accès au financement temporaire externe, qui sera épuisé lorsque Oxfam Canada se retirera du projet. De ce fait, le Forum a décidé d'utiliser ces deux fonds comme une opportunité pour impliquer les autorités locales, les entreprises de la région et les membres de la communauté dans le soutien des services fournis par chaque salle de lecture. Ses membres ont mis au point une série de règles pour accéder aux ressources dans les deux fonds. Ce plan incluait la collecte de ressources locales à hauteur du montant de chaque fonds. Cette approche a donné l'opportunité aux comités de gestion des salles de lecture de discuter de l'utilité des services proposés avec les autorités et communautés locales. Ils ont également pu prendre connaissance des préoccupations et des intérêts de leurs concitoyens, et des besoins en termes d'informations des citoyens et de leurs enfants.

Les comités de gestion des salles de lecture ont trouvé un soutien municipal pour leur travail. Le Forum a invité les autorités locales à faire partie de leurs comités et ont enfin réussi à obtenir des subventions de la part de leurs municipalités. Dans les communautés plus petites, les enseignants, les petits commerçants et les gens ordinaires ont fait des dons en fonction de leurs moyens. L'argent collecté a permis d'égaliser les ressources disponibles dans chaque fonds. Ceux qui ont fait des dons ont commencé à remarquer des changements visibles. Il y avait plus d'ouvrages de lecture à la bibliothèque et davantage d'utilisateurs. Les infrastructures ont aussi été améliorées et ont créé un environnement plus agréable pour les utilisateurs de la bibliothèque. Les comités de gestion des salles de lecture ont décidé d'aller au-delà des documents de lecture et d'offrir des services audio-visuels et d'autres informations encore aux communautés.

Deux de ces communautés ont atteint des résultats remarquables dans leur recherche de soutien au sein de la communauté. Les membres des comités de gestion de deux petites communautés rurales, Uka et Sibbu, ont passé trois mois à se rendre dans chaque famille pour expliquer les services du centre d'information de la communauté et ses avantages pour tous. En même temps, ils ont demandé un soutien financier à chaque famille. Les habitants ont été convaincus de l'utilité de ces services et ont répondu généreusement. Les contributions variaient de 3 à 20 Birr. A la fin de la campagne de promotion, Uka et Sibbu avaient collecté plus de 4500 Birr chacun, ce qui représente une somme très importante pour les régions rurales. Le forum a permis de construire une base de ressources locales dans chacune des 12 communautés. Cette base assurera une source de revenus réguliers pour les services offerts par l'intermédiaire des centres de ressources pour l'information de la communauté. Les membres de la communauté, les petits commerçants et les autorités locales ont fait part d'une volonté de soutenir les centres d'information de la communauté, tant que leurs communautés sont capables et acceptent de rendre compte de ce qu'ils font avec l'argent.

Nous avons démarré par l'origine de ce manuel issu des discussions et des sessions de formation du programme *Horn of Africa Capacity Building*. Nous achevons le manuel par un exemple inspirant de ce que les groupes peuvent faire lorsqu'ils s'impliquent dans le développement et la transformation communautaire. Le Forum des Bibliothèques de Illubabor est maintenant une ONG déclarée en Éthiopie. Nous espérons que d'autres suivront l'exemple du Forum et d'autres expériences décrites dans ce guide.

Points de discussions et activités

- 1) Y a-t-il un projet de développement dans votre communauté qui n'a pas réussi à atteindre ses buts ? Si oui, essayez d'obtenir le plus d'informations possible sur les raisons pour lesquelles le projet s'est arrêté. Quelles leçons pouvons-nous tirer de ces projets qui ont échoué pour s'assurer que les mêmes erreurs ne soient pas reproduites dans le cadre du projet du centre d'information ?

- 2) Faites une liste de tous les projets actuellement en cours dans votre communauté. Sélectionnez-en quelques uns et essayer d'apprendre :
 - a) Comment ils sont gérés ;
 - b) Comment les gens participent à la gestion du projet ;
 - c) Comment le(la) directeur(trice)/coordonateur(trice) a été nommé(e) ;
 - d) De quelle façon la pérennité du projet est assurée ;
 - e) Quelles leçons (à la fois bonnes et mauvaises) nous pouvons tirer de ces projets pour créer des CRIC solides et durables.

LEXIQUE

Nous avons essayé d'employer un langage compréhensible pour les personnes au niveau de la communauté. Nous sommes conscients que certains termes et certaines expressions utilisés par les spécialistes de l'information et du développement sont compliqués. Pour cette raison, nous ajoutons une section sur des termes et expressions qui apparaissent dans le texte. Leur signification est expliquée par rapport au contexte de ce guide. Beaucoup de ces mots ont été utilisés plusieurs fois.

A

Adapter, adaptable, adaptation – faire correspondre ou ajuster à une situation particulière ; si l'on peut faire en sorte qu'une idée/pratique corresponde au contexte de la communauté, elle est adaptable ; la communauté modifie l'idée/la pratique et l'adapte à la situation locale.

Adopter, adoption – faire sienne ou prendre pour sienne ; si une communauté prend une idée/pratique d'une autre communauté, elle adopte l'idée/la pratique de façon à ce qu'elle soit utilisée par la communauté.

Agent, agence – ces termes font référence à des organisations et personnes qui sont responsables de certaines activités. Par exemple, le centre de santé est l'agence responsable des questions liées à la santé publique de la communauté ; la bibliothèque est l'agence responsable de l'organisation de la collection d'informations.

Analyser, analytique, analyse – décomposer une idée ou une pratique et étudier chaque morceau et sa relation avec l'ensemble. L'analyse permet à la communauté de décider si une idée/pratique peut être adaptée à la situation et adoptée par le groupe.

Animer, animateur informateur, infrastructures – faciliter, rendre capable et soutenir ; une personne qui dirige un groupe mais tout en faisant partie du groupe, sans être au-dessus ; et l'infrastructure est l'espace, le matériel et l'équipement qui permettent à un groupe de créer un CRIC.

Appliquer, applicable, application – se mettre à faire quelque chose, assumer une tâche, utiliser ; si une idée ou une pratique peut-être utilisée par les autres, elle est applicable.

Apprécier, appréciation - examiner ou étudier la valeur d'un article, d'une idée ou d'une pratique.

Approprié(e) – quelque chose d'utile et qui fonctionnera pour une personne ou pour une communauté. La technologie appropriée est une

expression utilisée pour suggérer qu'une communauté utilise la technologie la mieux adaptée pour elle, au vu de la situation (des conditions). Par exemple, s'il n'y a pas d'électricité, les panneaux solaires peuvent fonctionner.

Autochtone, connaissance autochtone – les coutumes, croyances et pratiques d'un groupe ; ensemble ces éléments participent à donner au groupe son identité, sa connaissance de base, sa culture, son mode de vie.

B

Brochure – un petit livre ou un livret traitant d'un sujet (thème).

C

Capacité, capable – les compétences et l'expérience permettant à une personne ou à un groupe de faire quelque chose avec confiance.

Capitaliste, Occidental – ces termes sont utilisés pour décrire les systèmes de pays qui mettent l'accent sur l'importance du secteur privé, l'économie, l'échange et l'investissement des ressources financières pour créer la richesse.

Collecter, collection, collectionneur, collectivité – ces mots font référence à l'acte de regrouper des choses en un même endroit et à y établir un ordre. Par exemple, les livres d'un centre de ressources pour l'information représentent une collection.

Compatible, compatibilité – ces mots font référence à la place d'une idée ou d'une pratique dans une communauté ; lorsque l'analyse est faite par les membres de la communauté, ils décideront si l'idée/la pratique est bonne à adopter.

Complexe, complexité – ces mots font référence aux idées et pratiques composées de nombreuses parties connexes. Les mots signifient difficiles et difficulté, par opposition à simple ou facile (facilité).

Comportement, se comporter – ces termes font référence à la façon d'agir et de se présenter aux autres d'une personne (ou d'un groupe).

Compte, compte-rendu, responsabilité, comptable - ces termes font référence au système en place pour s'assurer de l'utilisation correcte des ressources dont le CRIC est responsable. Les fonds sont placés sur un compte bancaire ; un système est établi (une série de règles qui sont publiques) pour que le CRIC puisse rendre compte à la communauté et soit responsable de l'utilisation de l'espace, des collections, de l'équipement ; un comptable possède une formation dans le domaine de la gestion et de

l'évaluation des ressources, surtout des ressources financières, mais aussi d'autres ressources telles que l'équipement.

Concentré, centré, central – ces mots font référence au besoin de s'axer sur la question centrale ou la plus importante pour la communauté afin de s'assurer que les ressources et l'énergie sont utilisées au maximum de leur capacité et de façon claire.

Constituer, constitution – ces termes font référence au fait de concourir à former la globalité ou une partie importante d'un tout ; une série de règles ou lois selon lesquelles un pays est gouverné ou un CRIC s'auto gère.

Coordonner, coordonnateur/trice – réunir des éléments variés d'un projet ou d'un groupe et trouver des accords par rapport aux actions/décisions pour que des progrès puissent être réalisés ; la personne qui regroupe les éléments du projet et les personnes.

Critique – est utilisé aux côtés de analyser ou analyse. Une idée ou pratique est décomposée et étudiée pour rechercher son origine, sa signification, sa valeur, son utilité et sa capacité à aider ou à retarder le développement ou la transformation.

Cultiver, culturel(le), culture – ces termes proviennent de l'agriculture ; ils font référence à l'idée de semer des graines et de s'en occuper pour qu'elles poussent pour devenir des plantes saines. Ces termes font également référence à nos idées, croyances et pratiques qui ont grandi et ont été entretenues pendant de nombreuses générations.

D

Démontrer – montrer, étaler ou prouver (fournir la preuve).

Documents – ce terme est utilisé pour toute l'information dans le CRIC, y compris les livres, journaux, rapports, vidéos, bloc-notes, etc.

Dominer, dominant – ces mots font référence à l'acte de régner, de revendiquer le pouvoir ou de contrôler les pensées et les actions des gens.

E

Élite, élitiste - un groupe ou une classe sociale qui, pour des raisons liées à la richesse, à la naissance, à l'éducation ou pour une autre raison pense qu'il ou elle est supérieur(e) à d'autres membres de la communauté.

Émanciper, puissant, action de conférer du pouvoir – se sentir fort (puissant) et capable d'assumer du pouvoir ; partager le travail lié au développement communautaire parmi la population locale.

Environnement, environnemental – ces termes peuvent signifier l'espace physique (la nature) dans lequel vivent les êtres humains ; ils peuvent aussi signifier l'espace social et culturel (le contexte) qu'un groupe occupe.

Estimer, estimation, chargé d'estimation – le sens de ces termes est similaire à apprécier, et évaluer ou évaluation.

Etude – pour évaluer la valeur de quelque chose ou pour étudier, examiner, analyser ; le résultat d'une étude est un rapport de la situation.

Évaluer, évaluation – ces mots font référence au processus d'attribuer une valeur à une idée ou à une pratique ou au travail d'une personne ou d'un groupe ; ces termes sont utilisés dans la planification pour s'assurer que le groupe connaisse ses buts et voir comment il jugera les résultats (voir aussi apprécier et estimer).

Expert, expertise – la personne qui possède et la condition de posséder la connaissance, les compétences et l'expérience pour bien faire quelque chose.

Expliquer, explication – rendre claire, définir, interpréter et donner un sens.

I

Identifier, identité – trouver la qualité de quelque chose ou de quelqu'un ; savoir comment ses différentes parties constituent son sens, sa notion d'existence propre.

Immuniser, immunisation, immunisé, immunité – rendre une personne réfractaire à une maladie ou à un poison ; avec un traitement la personne est exempte de la maladie ou du poison.

Industrialiser, industrialisation, industriel, industrie – réaliser des progrès économiques par l'intermédiaire de l'organisation et de l'utilisation de machinerie lourde et de technologie avancée.

Intégral(e), intégrer, intégrité – ces termes sont utilisés pour unifier, joindre, et réunir les choses pour constituer un tout, de façon à ce que les parties soient liées et en relation.

Interpréter, interprète, interprétation – expliquer le sens d'une idée ou pratique ; traduire d'une langue à une autre ; expliquer une idée/pratique en utilisant un niveau de langage ou de communication différent (par exemple, raconter une histoire pour faire ressortir un point).

L

Légitimer, légitime, légal – mots utilisés pour indiquer qu'une idée ou une pratique est acceptable, normale, conforme à la coutume ou à la loi.

M

Moderniser, modernisation, moderne – rendre neuf ; avoir recours à des méthodes basées sur les machines et la technologie, qui utilisent de l'énergie de différents types (par exemple, l'électricité). Le sens de ces termes est souvent proche de industrialiser.

N

N.U. (Nations Unies) – organisation mondiale dont la plupart des nations sont membres et où ils ont des représentants, qui œuvrent pour trouver des approches et des solutions aux problèmes et défis sociaux. Elle possède des corps spéciaux (agences) pour différents problèmes. Il existe par exemple des agences des Nations Unies pour la santé, l'agriculture, les femmes et les réfugiés.

Nutritif, nourrissant – ces termes sont utilisés pour décrire la nourriture qui apporte santé et force au corps humain.

O

Observer, observateur, observabilité – mots signifiant regarder quelque chose (une idée, une pratique, une chose vivante) de près, analyser ces composantes et voir ce qui se passe.

ONG (Organisation Non Gouvernementale) – une organisation ou un corps légal formé par des citoyens qui souhaitent mettre en place des actions pour traiter certaines questions de société, afin d'améliorer et de développer la communauté. L'organisation est reconnue par l'État et peut concerner des domaines particuliers, comme l'eau et les services sanitaires, ou œuvrer dans des domaines généraux comme la santé ou les services sociaux.

P

Pandémie – propagation générale ou globale d'une maladie.

Parties concernées – ce sont les divers groupes ayant un intérêt pour ce que fait le CRIC avec et pour la communauté ; il peut s'agir des usagers, des représentants locaux du gouvernement, des petites entreprises, des enseignants, des étudiants. Les représentants de ces groupes feront partie des comités du CRIC.

Pérennisation, pérennité – quelque chose qui peut durer, grandir, continuer, car les éléments pour le maintenir sont en place (par exemple, la volonté, les ressources et une équipe de gestion pour maintenir le CRIC).

Présenter, présentation – faire un rapport, montrer ou parler aux autres d'idées/plans.

Préserver, préservation – garder quelque chose et s'en occuper pour que cela dure aussi longtemps que possible, dans l'état dans lequel il a été fabriqué.

Priorité – l'idée/la pratique la plus importante ou la plus urgente lorsque l'on doit choisir parmi plusieurs idées/pratiques pouvant être utiles.

Propagande, propagandiste – la promotion/mise en avant d'une série d'idées/pratiques, de croyances ou de points de vue particuliers généralement par quelqu'un qui y croit fermement.

R

Recherche, chercheur – les résultats de l'étude et de l'examen d'une idée/pratique particulière ; une personne qui étudie, test, analyse des idées/pratiques et fait généralement des rapports sur le travail.

Règlement – une série de règles selon lesquelles le CRIC gèrera ses affaires.

Rejeter, rejet – repousser, ne pas accepter ou adopter, écarter, refuser ; l'idée/la pratique qui n'est pas acceptée.

Représenter, représentant – ces termes sont utilisés lorsqu'une ou plusieurs personnes sont choisies pour parler au nom d'un groupe.

Réseau(x) – ce sont des groupes avec lesquels un CRIC voudra travailler ; certains groupes sont formels, d'autres moins formels –comme un groupe de jeunes.

Ressource, ressources, plein de ressources – ces termes décrivent les types de matériaux ou d'éléments dont la communauté a besoin pour construire et faire vivre un CRIC. Par exemple, le local, les livres, l'équipement comme les étagères sont des ressources. Si un groupe est doué pour trouver ses propres ressources, il est considéré comme plein de ressources.

Rotation, rotatif, à tour de rôle – ces termes sont utilisés pour décrire un mouvement circulaire systématique. Par exemple, on peut aller de la maison d'une personne à la maison d'une autre de façon à ce que tous reçoivent leurs voisins à tour de rôle.

Routine, routinier(e) / par cœur – ces termes sont utilisés lorsque nous faisons quelque chose sans arrêt, répétant la même chose chaque fois.

S

Savant, érudit – se dit d'une personne sage, d'une personne reconnue pour l'ampleur de ses connaissances et de son expérience.

Science, scientifique – l'ensemble des connaissances pouvant être étudiées, examinées, apprises par l'observation ; un domaine particulier de connaissances (par exemple l'étude de la médecine, l'agriculture ou le droit).

Sensible / conscient, sensibilité / conscience, sensibilisation / prise de conscience – ces termes sont utilisés pour décrire ceux qui ont connaissance et sont informés d'une idée ou d'une pratique ; ceux qui aident les autres à prendre connaissance sensibilisent.

Société civile – cette expression fait référence aux personnes se réunissant sous forme de groupes ou d'organisations pour traiter certaines questions relatives à leur société ; les citoyens ont l'opportunité d'organiser des activités ensemble en dehors du secteur privé et du secteur public (l'Etat ou le gouvernement). Le comité de Gestion de la Bibliothèque est un exemple de société civile.

Source – l'endroit où quelque chose commence, est né ; l'origine.

Structure – ce terme est utilisé pour identifier l'organisation, le système, la construction qui permet au groupe de créer et de faire fonctionner le CRIC ; il est utilisé à la fois pour suggérer une construction physique mais aussi, et surtout, une construction sociale, un mouvement. Le contraire est non structuré, sans structure.

Système, systématiser, systématique – ces termes sont utilisés pour indiquer un ordre et une organisation. Il s'agit d'un tout composé de ses parties distinctes mais reliées. Par exemple, le système scolaire primaire.

T

Tradition, traditionnel(le) – mots qui font référence aux coutumes, croyances et pratiques d'un groupe, d'un peuple.

Transformer, transformation, transformationnel – ces termes sont utilisés pour décrire le changement qui a lieu lorsque les gens prennent en main (prennent le contrôle de) les préoccupations de la communauté et le développement eux-même.

U

Urbaniser, urbanisation, urbain(e) – ces termes sont utilisés pour indiquer le développement des villes et des grandes agglomérations où beaucoup de personnes habitent. Urbain(e) est opposé à rural(e).

V

Volontaire/bénévole, se porter volontaire – ces termes sont utilisés pour décrire des personnes qui travaillent ensemble sur un projet sans être rémunérées.

RÉFÉRENCES

Nous avons noté tous les livres, chapitres et articles cités dans le texte ainsi que les documents utilisés lors de la rédaction de ce travail.

Bibliotecas rurales de Cajamarca, Pérou. *Proceso y argumentos*. Cajamarca, Pérou : Acku Quinde, 1996. Traduit de l'espagnol à l'anglais par le personnel du CODE.

Dreyer, Libby et Jenni Karlsson. *Ulwazi for Power and Courage : A Guide to Starting a Resource Centre*. Pietermaritzburg, S.A. : Community Resource Centre Training Project, 1991. 78 p. (ISBN 0-86980-831-1)

Durrani, Shiraz. "Rural Information in Kenya; Rural Information and Advice Services; and Information Services in Eastern Pilbara" dans *Information on Development*. v.1, n° 3, juillet 1985, p. 149-168.

Fanon, Frantz. *The Wretched of the Earth*. Harmondsworth: Penguin Books, 1972.

Freire, Paulo. *Pedagogy of the Oppressed*. New York : Continuum, 1981, c 1970. Traduit par Myra Bergman Ramos. (Il existe de nombreuses éditions de ce livre).

Gramsci, A. *Selections from Prison Notebooks*. London : Lawrence et Wishart, 1971.

Krogh, K. *Uganda: Pilot Project for Rural Library Services*. Paris: UNESCO, 1992. 24 p.

Linden, Eugene. « Lost Tribes, Lost Knowledge » dans *Time Magazine*, 23 septembre 1991, p. 44-56. (article de couverture).

Mchombu, Kingo J. *Information Needs and Seeking Patterns for Rural People's Development in Africa*. Gaborone, Botswana: (Print and Publishing Co.) 1993.

Michigan State University. Non-Formal Education Information Center. *The NFE Exchange*, n° 21, 1981, p. 1-5.

Nyerere, Julius. *Freedom and Development. Uhuru na Maendeleo. A Selection from Writings and Speeches 1968-1973*. Dar es Salaam; London; New York: Oxford University press, 1974. (Il existe diverses éditions de ce travail)

Praverand, Pierre. "Knowledge is Power" dans *International Development Review*, v. 22, n°1, 1980, p. 55-58.

Raseroka, Kay. “*Constraints in the Provision of Information Services to Women in the Region*”. Un exposé présenté au SCECSAL XI, Kampala, Uganda, 21-29 juin 1990, p. 158-166. Publié en 2000.

Spiller, David. “Segregation by information”. *Library Association Record*, v. 99, n°4, avril 1997, p. 204-206.

Wendell, Laura. *Libraries for All: How to Start and Run a Basic Library*. Paris: Programme d’Information Générale de l’UNESCO et UNISIST, juin 1998. (CII/INF-98/WS). Disponible en pdf au <http://worldlibraries.org>. Egalement traduit en français et en espagnol.

Werner, David. *Where There is No Doctor: A Village Health Care Handbook**. Palo Alto, Californie: Macmillan, 1983; Basinstoke, Angleterre: Macmillan, 1987.

*Ce livre et d’autres du même type peuvent être obtenus auprès du Hesperian Foundation, 1919 Addison Street, Suite 304, Berkeley, CA, U.S.A. 94704. <http://www.hesperian.org>

Ressources supplémentaires

CTA Spore Magazine fournit des informations sur le développement agricole et rural dans les pays ACP (d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique). La revue est produite par le *Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation* (CTA - Centre Technique pour la Coopération Agricole et Rurale).

Adresse : CTA, Postbus 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : 31 317 467 100
Email : cta@cta.nl
Site Web : www.cta.nl

D+C Development and Cooperation Magazine est produit par la Fondation Allemande pour le Développement International (DES), et traite de questions générales de développement et de politique.

Adresse : D+C, P.O. Box 100801, D-60268, Frankfurt, Allemagne
Tél. : 49-69-7501-4366
Email : HDBRAUER@ca.com

TVE (*Television Trust for the Environment*) est une organisation indépendante à but non lucratif de télévision axée sur la production et la distribution de films et de vidéos sur les questions liées à l’environnement, au développement, à la santé et aux droits de l’homme. Elle est basée en Grande Bretagne mais possède des bureaux à travers le monde.

Adresse : TVE, Prince Albert Road, Londres NW1 4RZ, Royaume
Uni
Tél. : 44 (0) 20 7586 5526
Email : TVE-UK@TVE.ORG.UK

SANASO est un bulletin d'informations du Réseau Sud Africain des organisations de services dans le domaine du SIDA. Il contient beaucoup d'informations sur la prévention du VIH/SIDA.

Adresse : SANASO, P.O Box 6690, Harare, Zimbabwe
Tél. : 263-(0)4 74548
Email : sanaso@africaonline.co.zw

ANNEXE 1

Opérations de l'unité de bibliothèque dans le CRIC

Préparé par Chiku Mchombu

Documentaliste

Centre de Documentation sur les Droits de l'Homme

Université de Namibie

Comme mentionné ailleurs dans ce manuel, le CRIC possédera une petite collection d'ouvrages spécialisés pour fournir un service d'informations sur le développement. La collection mettra en valeur (complètera) les autres activités de traitement et de partage de l'information dans la communauté. Ceci n'étant pas un manuel de procédures, des opérations détaillées ne peuvent pas être fournies. Cette section comporte des idées générales sur le fonctionnement de l'unité de bibliothèque du CRIC.

Sélection des documents : directives

L'unité de bibliothèque, oeuvrant sous la direction d'un sous-comité du CRIC, sera responsable d'établir des directives sur la sélection des documents. Les directives doivent inclure les éléments suivants :

- a) Quel type de documents doivent être commandés et où. Par exemple, des livres, des journaux, des cassettes vidéo et des revues seront nécessaires.
- b) Une déclaration sur la façon de retirer les documents de la collection, lorsqu'il faut modifier ou rééditer une œuvre. Par exemple, les documents abîmés, les documents trop vieux ou dépassés ne sont plus nécessaires. Les documents et les registres doivent alors être supprimés.
- c) Des directives sur l'utilisation des fonds disponibles pour la collection. Par exemple, 50% du budget peut être consacré à l'achat de livres ; 20% du budget sera destiné aux magazines (périodiques) et journaux ; et 30% seront consacrés aux cassettes vidéo et audio. Il ne s'agit ici que d'un exemple d'utilisation des fonds ; il n'est pas suggéré que tous les CRIC suivent cet exemple.
- d) La façon de gérer les dons – les cadeaux et les dons doivent être évalués pour voir s'ils correspondent aux buts du CRIC, et ne remplissent pas l'unité de bibliothèque avec des documents inappropriés.

De telles directives sont importantes. Elles réduisent l'incertitude et encouragent un système (des normes) pour la sélection des documents. Cette information facilitera le contrôle budgétaire et les comptes-rendus à la communauté.

Commande de documents

Commander des documents implique quatre activités :

1) Choisir un fournisseur

Par exemple, une librairie, un éditeur, un département du gouvernement, un centre de recherche, une ONG ou un agent peuvent constituer les choix à partir desquels les documents seront commandés. Différents fournisseurs peuvent être choisis pour différents types de documents.

2) Identifier les fonds qui paieront la commande

Par exemple, il est nécessaire de décider quel vote servira à payer les livres ou les cassettes lorsque ces derniers ne sont pas gratuits.

3) Préparer les commandes

Le bon de commande peut être une simple feuille de papier (en deux exemplaires) comportant les informations suivantes : l'auteur, le titre, l'éditeur, le nombre de copies commandées, le prix unitaire du document, le ISBN ou ISSN, le format (cassette vidéo ou audio) et la référence du vote budgétaire. L'original de la commande sera envoyé au fournisseur et la copie sera classée.

4) Classer et enregistrer les articles commandés

Il est très important d'avoir un classeur pour conserver les commandes de documents qui n'ont pas été reçus. De tels registres permettent d'éviter des commandes de documents en double.

Gestion des documents

Dès réception de la commande au centre d'information, les documents doivent être vérifiés pour s'assurer que chaque article reçu corresponde précisément à ce qui a été commandé. Aussi, l'état physique des documents doit être examiné. Les documents abîmés ou incorrectement envoyés doivent être retournés au fournisseur afin d'être remplacés (en ce qui concerne les documents achetés, pas pour les cadeaux et les dons).

Tous les documents doivent être enregistrés et tamponnés avec le cachet du CRIC. Chaque centre de ressources devra posséder un tampon comportant les informations suivantes :

- a) le nom du centre de ressources ;
- b) l'adresse de la communauté.

Ensuite, d'autres éléments comme les étiquettes pour indiquer les dates doivent être insérées si les documents sont destinés à l'emprunt au centre de ressources.

Les documents doivent être enregistrés dans un registre pour que tout le monde sache ce que le centre a reçu. Dans la plupart des cas, il est utile de donner une référence unique à chaque ouvrage du centre car cela aidera ultérieurement à identifier les exemplaires perdus. Pour l'emprunt, une étiquette comportant la date, une pochette à l'intérieur du livre et une carte de prêt sont des éléments importants. Les pochettes sont placées en bas dans le coin de gauche à l'intérieur de la couverture arrière du livre. L'étiquette pour la date est placée dans le coin supérieur à gauche sur la page opposée. Enfin, la carte de prêt est insérée dans la pochette à l'intérieur du livre. La carte de prêt comprendra l'information suivante : l'auteur, le titre, le numéro de catégorie et le numéro d'enregistrement (la référence attribuée lorsqu'un document est reçu).

Une fois les documents traités, les étapes suivantes seront le classement et le catalogage.

Classement

C'est l'arrangement des documents (livres, cassettes vidéo, journaux, périodiques) dans un ordre systématique qui soit pratique pour les usagers. En d'autres termes, il s'agit d'une méthode impliquant le regroupement des documents en fonction de leurs similarités (par exemple, par sujet ou par auteur). Le but est de faciliter la réelle utilisation de l'information stockée par le centre. Dans un centre d'information, le classement est très important car il aidera le personnel et les usagers à trouver les documents rapidement.

Il y a différents moyens d'arranger les documents dans le centre, depuis l'ordre le plus simple à l'ordre le plus complexe. On place généralement une étiquette au dos des livres et cassettes vidéo pour indiquer le sujet. Etant donné qu'il n'est pas facile de noter le sujet d'un livre ou d'une cassette vidéo dans son intégralité sur une petite étiquette, celui-ci peut être représenté par des couleurs, des chiffres, des lettres de l'alphabet ou un code pouvant facilement être placé au dos du document. Par exemple, le jaune peut être attribué aux documents traitant des questions liées aux femmes, le vert peut être attribué aux documents traitant de l'agriculture, le rose aux enfants et aux jeunes, le marron au bétail.

Ceci peut aussi être fait en assignant des chiffres à chaque catégorie au lieu de couleurs. Par exemple :

Les femmes	001
Les enfants et les jeunes	002
L'agriculture	003
Le bétail	004

Ceci implique qu'un livre ou une cassette vidéo comportant des informations sur les femmes se verra attribuer le chiffre 001 qui sera ensuite noté sur le dos du document. Chaque sujet aura un numéro ou une couleur et tous les numéros/couleurs seront notés dans un registre ou cahier pour rappeler au personnel et aux usagers les différents sujets. Ce n'est pas facile pour l'Animateur informateur de mémoriser toutes les couleurs et les thèmes correspondants. Lorsqu'il faut plus de détails, chaque sujet peut avoir des sous-divisions. Dans de tels cas, un système plus détaillé sera nécessaire. On peut avoir des couleurs avec des numéros, comme le jaune suivi de chiffres (1, 2, 3, etc.) pour les subdivisions du sujet. Par exemple :

Sujet :	Les femmes
Couleur du dos du livre :	Jaune
Subdivisions :	Jaune 001 Les femmes et la politique
	Jaune 002 Les femmes maltraitées
	Jaune 003 Le planning familial

Ceci veut dire que tous les livres traitant des femmes et de la politique auront une étiquette jaune au dos avec le numéro 001. Ceux traitant du planning familial auront la couleur jaune avec le numéro 003 etc.

Tous les détails doivent être inscrits dans le registre pour que les personnes qui travaillent au centre d'information aient quelque chose pour leur rappeler les documents sur les étagères ou dans les placards. De plus, les usagers auront besoin de l'information pour savoir où trouver les différents sujets dans le centre d'information. Pour cela, une grande pancarte avec toutes les principales couleurs et les sujets correspondants peut être accrochée près des étagères.

Il est important de noter que le code doit être simple et clair. Il faut qu'il puisse être adapté aux sujets nouveaux et il doit être facile à retenir.

Catalogage

Les usagers du centre d'information doivent pouvoir localiser les documents dans le centre. Pour cela, les travailleurs/volontaires du centre doivent rédiger une liste des documents par sujet, par auteur ou par titre. Cette liste ou cet index est appelé catalogue. Lorsqu'ils cataloguent les documents, l'Animateur informateur et les volontaires fournissent l'information suivante :

- a) l'auteur de l'ouvrage ;
- b) le titre du livre ou de la cassette vidéo ;
- c) le code ou la couleur du document ;
- d) l'année et le lieu de publication ;
- e) le nombre de copies disponibles dans le centre.

Il existe différents types de catalogues, tels que le cahier-catalogue, le catalogue par cartes ou un catalogue informatique. Pour une petite unité de bibliothèque, un catalogue par cartes ou un cahier-catalogue est adapté. Une entrée dans le catalogue peut ressembler ceci :

Katele, Hawa Introduction to Child Care. Addis Ababa : Oxfam, 2000 2 copies	001
--	-----

Cette carte peut être classée par ordre alphabétique par auteur de A à Z ou dans un ordre séquentiel par chiffre de 001 à 009. Un catalogue par cartes est plus pratique qu'un cahier-catalogue car les cartes peuvent être retirées et rajoutées facilement lorsque le personnel supprime ou ajoute des documents dans le centre.

Cataloguer les documents est nécessaire lorsqu'une collection grandit trop pour se souvenir de tous les documents dans le centre.

Cataloguer est l'acte de décrire les documents disponibles dans le centre. Les buts du catalogage sont :

- a) fournir l'information nécessaire pour décrire les documents comme l'auteur, le titre et le sujet ;
- b) guider les usagers par rapport à la localisation du document au sein de la collection.

Gestion des documents audio-visuels

Les documents audio-visuels (cassettes vidéo, cassettes audio et posters) doivent être enregistrés comme les autres documents dans un registre séparé. Ils peuvent être classés par sujet ou par ordre alphabétique par titres. Les cassettes vidéo doivent être enfermées dans un lieu sûr, pour la sécurité et pour les conserver à l'abri de la poussière, de l'humidité, et de la lumière directe du soleil. Les usagers souhaitant utiliser les cassettes vidéo doivent demander de l'aide aux volontaires ou à l'Animateur informateur. Les documents audio-visuels doivent être visionnés dans la bibliothèque afin de les protéger d'éventuels dégâts.